

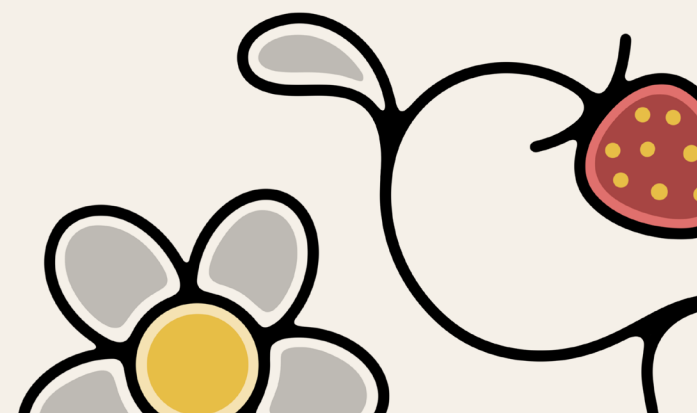
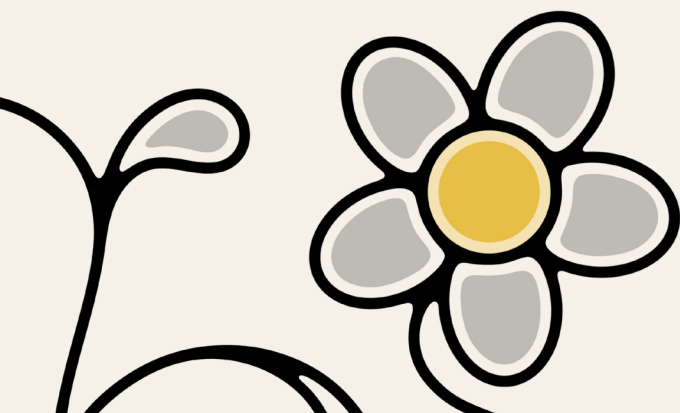
# Se Réunir

RAPPORT ANNUEL 2024–2025

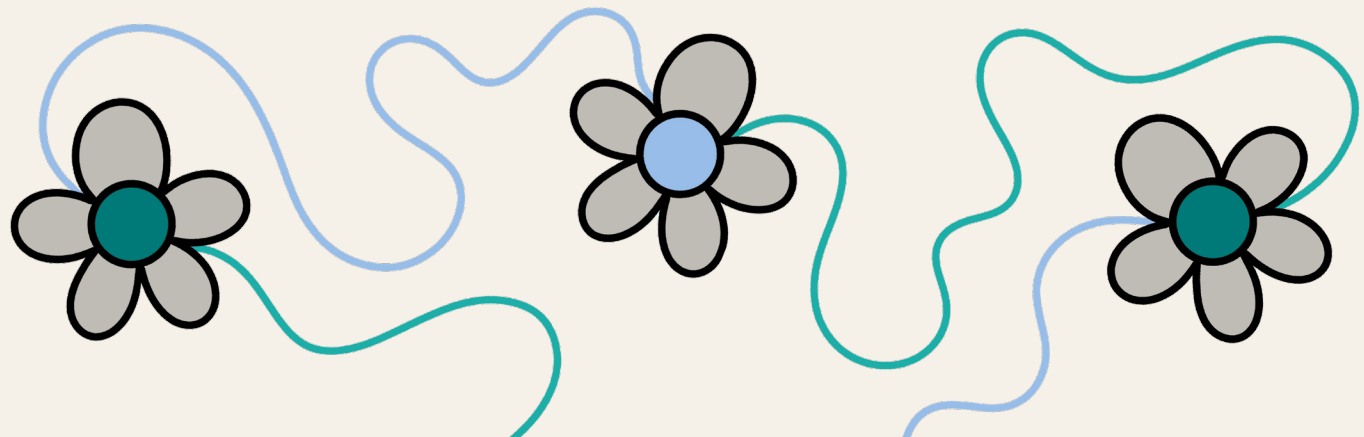


**CGIPN | FNIGC**

Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations  
First Nations Information Governance Centre



Message de la présidente	3	Recherche et information	15
Rapport du directeur général du CGIPN	4	Collectif de recherche sur la souveraineté des données	20
Bureau exécutif	6	Services corporatifs	22
Ressources humaines	8	Notre impact	28
Éducation et formation	11	Conseil d'administration, membres et personnel	32
Stratégie de gouvernance des données des premières nations	13	États financiers vérifiés	35



**Leona Star**

Présidente du conseil  
d'administration du CGIPN

**Au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis ma nomination à la présidence du Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations (CGIPN), l'organisation a subi les effets d'une pandémie mondiale sans précédent et d'une volatilité économique généralisée. Et pourtant, malgré tout, l'engagement collectif du CGIPN en faveur de la souveraineté des données des Premières Nations est resté inébranlable.**

Le parcours unique du CGIPN, que nous suivons avec nos partenaires régionaux, est la continuation d'un travail important qui a commencé il y a plus de trois décennies lorsqu'une décision du gouvernement fédéral

a exclu les membres des Premières Nations vivant dans les réserves de trois grandes enquêtes démographiques nationales.

Inquiets de l'impact du manque de données sur la vie des communautés des Premières Nations, des universitaires, des militants et des organisateurs locaux se sont réunis pour former les bases de ce que nous appelons aujourd'hui le CGIPN.

Au cours des années qui ont suivi, cette capacité à se réunir a été une caractéristique de notre mission de souveraineté en matière de données.

Qu'il s'agisse du Sommet sur la stratégie de gouvernance des données des Premières Nations (SGDPN) à Calgary en 2019, qui a rassemblé près de 100 personnes de tout le pays pour aider à lancer le processus historique de la SGDPN, ou de la publication en 2020 d'un document spécial destiné à [soutenir les efforts de préparation aux situations d'urgence liées au coronavirus dans les réserves des Premières Nations et les communautés du Nord](#), le CGIPN a toujours réussi à relever les défis de front grâce à un travail d'équipe et à une collaboration dévoués.

Au cours de l'exercice 2024—2025, le CGIPN a continué à promouvoir ces idéaux, le personnel se réunissant pour une retraite en personne et un exercice de renforcement de l'esprit d'équipe à Ottawa en octobre 2024. Ce rassemblement a été l'occasion de se reconnecter après des années de travail à distance et hybride, et a aidé l'équipe

à renouveler ses valeurs, sa vision et sa mission communes.

En outre, l'équipe du CGIPN a célébré un certain nombre de réalisations qui témoignent de notre influence croissante : l'attribution de la 14e bourse nationale d'études du CGIPN à quatre apprenants des Premières Nations, la publication d'une série de guides en langage clair sur la législation gouvernementale et le lancement du Collectif de recherche sur la souveraineté des données, un nouveau pôle de recherche appliquée et d'innovation dans le domaine de la souveraineté des données.

À l'instar des communautés des Premières Nations que nous et nos partenaires régionaux desservons, le CGIPN continue de faire preuve d'une force remarquable, en faisant plus avec des ressources limitées tout en faisant progresser notre vision commune de la souveraineté des données. Le dévouement du personnel et des partenaires régionaux du CGIPN continue d'inspirer tous les membres du conseil d'administration.

Au nom du conseil d'administration, je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué au travail important du CGIPN au cours de l'année fiscale écoulée. Ensemble, nous construisons un avenir dans lequel les Premières Nations contrôlent leurs données, leur culture et leurs histoires, aujourd'hui et pour les générations à venir.

Kinanâskomitin,

**Leona Star**, présidente du conseil  
d'administration du CGIPN





**Jonathan Dewar**  
Directeur Général, CGIPN

## ÉNONCÉ DES OPÉRATIONS

**En réfléchissant à l'exercice 2024—2025, je suis impressionné par l'ampleur et la portée des travaux entrepris par le CGIPN au cours d'une période de 12 mois très productive. Animée par notre volonté commune de défendre la souveraineté des données des Premières Nations, notre équipe de près de 60 employés a réalisé des progrès significatifs vers un avenir où chaque Première Nation atteindra la souveraineté des données en accord avec sa vision distincte du monde.**

Ce travail de grande envergure, qui est ancré dans les principes de PCAP des Premières Nations, comprenait des

initiatives nationales majeures telles que l'avancement de la collecte de données pour la phase 4 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations, les derniers développements de notre équipe nationale de champions des données, qui étaient occupés à faire avancer le travail transformateur et générationnel de la Stratégie de gouvernance des données des Premières Nations, et la fondation du Collectif de recherche sur la souveraineté des données, une nouvelle unité dédiée à la recherche appliquée et à l'enquête créative sur la souveraineté des données des Premières Nations.

Nos travaux pour 2024—2025 comprenaient également la publication de documents de recherche convaincants et de publications sur l'application des connaissances, l'expansion continue des données sur l'Outil de données en ligne du CGIPN en libre accès, la poursuite des travaux du Centre de données des Premières Nations et le lancement de la version française du cours en ligne Fundamentals of OCAP®, Fondamentaux des principes de PCAP®.

Il était personnellement rassurant de voir tout ce travail et cet engagement reconnus et appréciés. Qu'il s'agisse de la fréquentation record de notre site Web FNIGC.ca (près de 700 000 visites), du nombre record de 4 680 personnes inscrites à notre cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP ou du prix Indigenous Leadership Award décerné lors de la cérémonie inaugurale des PICCASO Awards Canada 2024 à Toronto.

Ce prix, que j'ai eu l'honneur d'accepter en personne au nom du CGIPN aux côtés de ma collègue Kristine Neglia, souligne le rôle joué par le CGIPN pour faire en sorte que les voix des Premières Nations soient entendues et respectées et reflète également l'importance croissante de la souveraineté des données dans la lutte pour les droits et l'autodétermination des peuples autochtones.

Guidé comme toujours par notre vision, notre mission et nos principaux objectifs stratégiques, le CGIPN continuera à faire progresser ces objectifs générationnels qui ont commencé en avril 2010, lorsque nous avons été fondés en tant qu'organisation à but non lucratif constituée en vertu d'une loi fédérale.

Fonctionnant sous le mandat de l'Assemblée des Chefs des Premières Nations (Résolution #48/2009) et dirigé par un conseil d'administration nommé par les régions, le CGIPN est passé d'une petite organisation axée sur les enquêtes sur la santé des Premières Nations à une organisation nationale solide dotée d'un mandat ambitieux. Dans toutes ses activités, le CGIPN défend le principe du consentement libre, préalable et éclairé, respecte les relations entre nations et honore les coutumes uniques de chaque nation.

Je suis heureux de présenter ce rapport annuel aux Premières Nations, car il donne un aperçu complet de ces efforts et d'autres travaux entrepris dans l'ensemble de l'organisation entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025. Les réalisations présentées dans ce rapport





témoignent du dévouement et de l'expertise de nos partenaires régionaux à travers le pays, ainsi que du personnel dévoué du CGIPN.

Notre capacité collective à nous rassembler année après année pour travailler à un objectif commun ne cesse de m'étonner et de me rendre optimiste pour l'avenir. Je suis honoré de faire partie d'une équipe incroyable au sein du CGIPN, et je me réjouis de poursuivre ce travail avec eux dans les mois et les années à venir.

**Jonathan Dewar,**  
Directeur Général

## BUDGET OPÉRATIONNEL

Conformément à la politique du CGIPN, le budget opérationnel annuel est élaboré et présenté au conseil d'administration pour approbation avant le début de l'exercice financier. Le budget 2024-2025 constitue la feuille de route financière de l'organisation qui tient compte de toutes les dépenses prévues, telles que les salaires du personnel, les opérations, les projets et les transferts régionaux pour l'exécution des programmes.

Le budget 2024—2025 du CGIPN a pris en compte les dépenses de coûts historiques et engagés, les ajustements anticipés des dépenses de fonctionnement et les transferts de programmes régionaux par rapport à toutes les sources de revenus. Les revenus du CGIPN proviennent principalement d'accords contractuels avec le gouvernement fédéral pour les processus d'enquêtes nationales qui sont soutenus par SAC. De plus, le CGIPN a reçu des fonds de SAC pour soutenir la phase 1 de la Stratégie de gouvernance des données des Premières Nations (SGDPN).

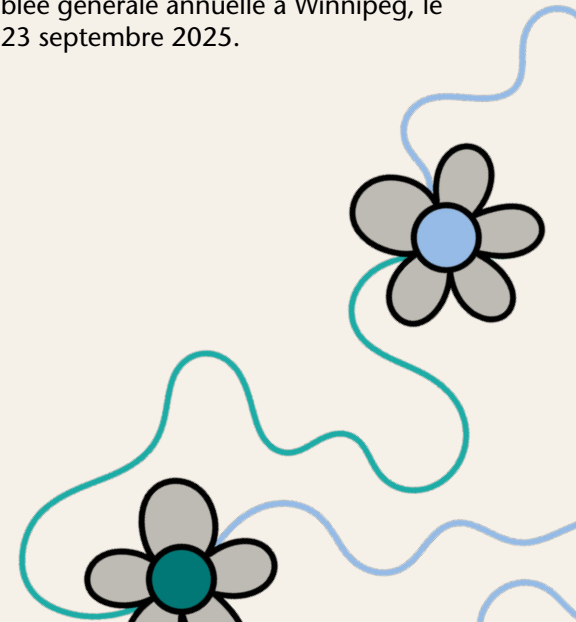
Cette année, de nouvelles possibilités avec d'autres bailleurs de fonds (y compris des agences gouvernementales et non gouvernementales) se reflètent dans le financement opérationnel du CGIPN.

Des revenus sont également générés par les inscriptions au cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP. (Vous pouvez en savoir plus sur le cours à la page 11.)

## VÉRIFICATION FINANCIÈRE

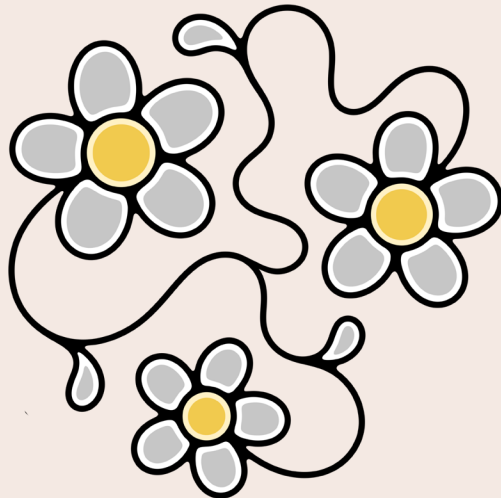
Le 19 août 2025, le cabinet d'audit qu'utilise le CGIPN, Welch LLP, a présenté au conseil d'administration du CGIPN les résultats de l'audit 2024—2025, qui comprenait un examen des états financiers vérifiés pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

Welch LLP a rendu un rapport d'audit sans réserve, ne faisant état d'aucune constatation significative. Le rapport de l'auditeur a été accepté tel quel par le conseil d'administration et présenté aux membres du CGIPN lors de leur assemblée générale annuelle à Winnipeg, le 23 septembre 2025.



Pendant l'exercice 2024—2025, l'équipe du bureau exécutif, qui est supervisée par **Jonathan Dewar** (directeur général), était composée de **Tania Budgell** (responsable de la gouvernance d'entreprise), **Elissa Roulette** (assistante de direction), et **Pam Verch** (administratrice de bureau).

L'unité du Bureau exécutif soutient les activités de gouvernance du CGIPN (y compris les relations avec les membres et le conseil d'administration) et le travail du directeur général.



## GOVERNANCE

### Membres corporatifs

Le règlement n° 1 prévoit deux catégories de membres de la société : (1) les organisations régionales, et (2) l'Assemblée des Premières Nations (sans droit de vote).

Toute organisation régionale peut demander et obtenir le statut de membre, après approbation du conseil d'administration. Chaque région désigne deux représentants conformément aux procédures régionales : un délégué qui vote au nom de la région lors des réunions des membres et un directeur qui siège au conseil d'administration.

Le CGIPN compte 13 membres régionaux :

- **Alberta First Nations Information Governance Centre** (Alberta)
- **Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador** (Québec/Labrador)
- **BC Assembly of First Nations** (Colombie-Britannique)
- **Chiefs of Ontario** (Ontario)
- **Council of Yukon First Nations** (Yukon)
- **Nation dénée** (Territoires du Nord-Ouest)
- **Federation of Sovereign Indigenous Nations** (Saskatchewan)
- **First Nations Education Initiative Incorporated** (Nouveau-Brunswick/Île-du-Prince-Édouard)
- **First Nations Health Council** (Colombie-Britannique)
- **First Nations Health and Social Secretariat of Manitoba** (Manitoba)
- **Sommet des Premières Nations** (Colombie-Britannique)
- **Union of BC Indian Chiefs** (Colombie-Britannique)
- **Union of Nova Scotia Mi'kmaq** (Nouvelle-Écosse/Terre-Neuve)





## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration du CGIPN est composé de représentants des 10 régions et de l'Assemblée des Premières Nations. Se réunissant régulièrement tout au long de l'année, le conseil d'administration assure la supervision et la direction de questions telles que les finances, les politiques, l'orientation stratégique et les exigences de l'entreprise. Les discussions au niveau du conseil portent sur des questions telles que la souveraineté des données des Premières Nations, les enquêtes et recherches nationales, la mise en œuvre de la stratégie nationale de gouvernance des données des Premières Nations et les principes de PCAP, entre autres.

Dans le cadre de sa responsabilité de supervision des activités du CGIPN, au cours de l'exercice 2024—2025, le conseil a procédé à un examen de la gouvernance et a organisé une retraite de gouvernance en personne en mars 2025. L'évaluation et la compréhension des pratiques de gouvernance sont essentielles pour continuer à s'améliorer et à mûrir en tant qu'organisation à but non lucratif, et elles éclaireront les futures initiatives de planification stratégique.

Pour remplir son rôle, le conseil d'administration s'appuie sur quatre comités permanents : Comité exécutif, Comité de gouvernance, Comité des finances et de l'audit, et Comité de vérification de la politique opérationnelle. Ces comités examinent les questions pertinentes et formulent des recommandations à leur sujet. Le conseil d'administration établit également des comités ad hoc ou spéciaux, selon les besoins, tels que le Comité national d'examen des bourses d'études.

Le CGIPN bénéficie d'une direction compétente et dévouée. En septembre 2024, les directeurs suivants ont été reconduits pour un mandat d'un an au sein du Comité exécutif : **Leona Star** comme présidente, **Amber Potts** comme coprésidente, **Martin Paul** comme trésorier, et **Gwen Phillips** comme secrétaire.

En mars 2025, le conseil d'administration du CGIPN était le suivant :

- **Lea Bill**, Alberta;
- **Peter Birney**, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard

- **Nancy Gros-Louis McHugh**, Québec/Labrador
- **Martin Paul**, Saskatchewan;
- **Gwen Phillips**, Colombie-Britannique;
- **Amber Potts**, Assemblée des Premières Nations (sans droit de vote);
- **Jayla Rousseau-Thomas**, Yukon;
- **Zachary Smith**, Ontario;
- **Leona Star**, Manitoba;
- **Robin Thompson**, Nouvelle-Écosse/Terre-Neuve.

## Réunions de gouvernance

Des réunions du conseil d'une journée entière ont été organisées dans la Première Nation de Carcross/Tagish (Yukon) en septembre 2024, à Akwesasne (Ontario) en décembre 2024 et dans la Nation Tsuut'ina (Alberta) en mars 2025.

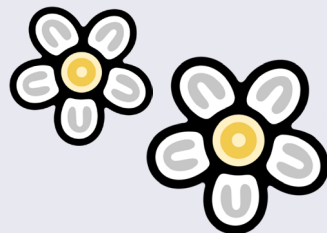
L'un des points forts a été de réunir les délégués et les directeurs pour l'assemblée générale annuelle du CGIPN à Haa Shagóon Hídi (la Maison de nos Ancêtres) sur le territoire traditionnel de la Première nation de Carcross/Tagish (Yukon), où chaque région a fait part de ses développements et de ses mises à jour sur ses activités.

Le CGIPN remercie chaque communauté de nous accueillir sur son territoire. Nous sommes profondément reconnaissants aux aînés qui nous ont généreusement guidés, offert des prières et partagé leurs connaissances avec nous.





Pendant l'exercice 2024–2025, l'unité des Ressources humaines (RH) était composée de **Leanne Hunter** (gestionnaire principale, Ressources humaines), **Lainey Blood** (coordonnatrice des ressources humaines) et **Tabitha Boucher** (assistante administrative des ressources humaines). L'unité des RH s'est principalement concentrée sur les efforts de recrutement, la création de nouveaux outils de gestion et la rationalisation des processus interdépartementaux.



## COMITÉS

Le comité mixte de santé et de sécurité (CMSS) du CGIPN a tenu des réunions trimestrielles et des inspections mensuelles des bureaux d'Akwesasne et d'Ottawa. En octobre 2024, la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* a été modifiée, et le CMSS a confirmé la conformité avec les changements législatifs. Les membres comprennent les coprésidents **Will Lafrance** et **John Martin** ainsi que **Leanne Hunter**, **Lainey Blood**, **Tabitha Boucher**, **Katrina Brant**, **Eva Keeshig** et **Brad Mackay**.

Tout au long de l'année, le comité de planification des activités sociales et de bien-être a tenu plusieurs réunions et mené des sondages auprès du personnel afin de planifier des jeux et des activités pour divers événements :

- la retraite de l'ensemble du personnel (en personne à Ottawa le 8 octobre 2024);
- la fête hybride d'Halloween (31 octobre 2024);
- et la fête hybride du solstice d'hiver et le repas-partage (18 décembre 2024).

Ces événements ont été marqués par une forte participation et un engagement du personnel. Le comité est composé de plus de 20 membres, dont les coprésidents **Maria Santos**, **Dan Truchon**, et **Drew Pihlainen**, la composition changeant tout au long de l'année.

## DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

L'équipe des ressources humaines a continué à faciliter la participation des cadres au programme de certificat sur les fondements du leadership, un cours de développement professionnel en trois modules proposé par l'Algonquin College Corporate Training (ACCT). À ce jour, 15 gestionnaires ont suivi avec succès le module « Communication interpersonnelle et organisationnelle efficace » (module 1), 11 gestionnaires ont suivi le module « Compétences en matière de leadership » (module 2) et 1 gestionnaire a suivi le module « Construire une culture de la performance » (module 3).

Les RH ont également organisé deux sessions pour permettre aux employés de suivre le cours Couleur de la communication DYNAMIX de l'ACCT, le 24 octobre 2024 et le 6 février 2025, pour un total de 26 participants. Le cours a permis d'explorer les styles de communication individuels et d'identifier les styles de communication des autres afin de mieux s'adapter à toute situation. Chaque participant a reçu son propre profil DYNAMIX, qui peut être utilisé comme outil d'encadrement et dans le cadre d'un plan de développement personnel. Les gestionnaires qui ont suivi le module de communication du programme de certificat de leadership mentionné ci-dessus ont participé à cet atelier dans le cadre de leurs cours.



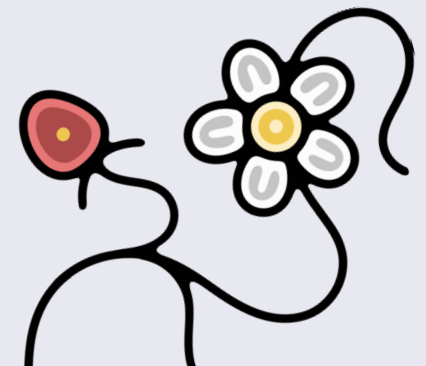


## PROGRAMME D'ÉTÉ DU CGIPN POUR LES ÉTUDIANTS

En février 2024, les RH ont coordonné l'élaboration de la proposition, le recrutement et le processus de sélection pour pourvoir quatre postes de mai à août 2024, avec le soutien de la Stratégie d'emploi pour les jeunes inuits et des Premières Nations. Ce financement a permis au CGIPN d'offrir des emplois d'été rémunérés à quatre étudiants des Premières Nations inscrits à l'université ou au collège :

- **Tristan Whalen** (étudiant en gestion de l'information, GI-TI),
- **Blakely Thompson** (assistant de programme, Éducation et formation),
- **Asher Willier** (étudiant en recherche, Recherche et information),
- **Shallon Pawlick-Potts** (étudiant en technologie de l'information, GI-TI).

En plus de ces postes, le CGIPN a ramené une ancienne étudiante d'été, Bella Nashkawa, dans un rôle de soutien à la recherche au sein de la SGDPN en utilisant des ressources internes.



## MISES À JOUR DU PROGRAMME ET DE LA POLITIQUE

### Programme de gestion des performances

L'exercice 2024–2025 a vu le lancement du nouveau programme de gestion de la performance du CGIPN, qui a été élaboré avec le soutien d'un groupe de travail interne comprenant **Katie Wood**, **Meghan Perry**, **Maria Santos**, **Leanne Hunter**, et **Lainey Blood**. Le programme révisé vise à améliorer l'expérience des employés et l'efficacité du lieu de travail.

Les principales révisions apportées au programme sont les suivantes :

- un examen sérieux des performances des employés qui intègre les perspectives et les valeurs des Premières Nations;
- une approche holistique axée sur le bien-être physique, mental, émotionnel et spirituel des employés;
- l'amélioration de l'engagement des employés dans le partage des connaissances et la collaboration;
- l'identification des possibilités de soutien supplémentaire; et
- la fourniture d'une mesure de responsabilité au sein de l'organisation.

En outre, plusieurs ressources ont été développées pour soutenir les gestionnaires et le personnel : Formulaires PDF à remplir pour la gestion des performances, guide de l'employé, guide de formation du gestionnaire et vidéos de formation pour les gestionnaires.

### Manuel des politiques et procédures des employés

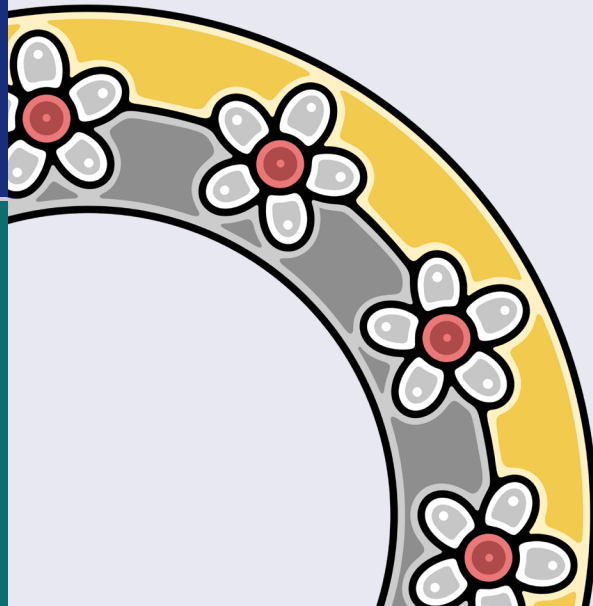
En juin 2024, le CGIPN a formé un comité interne d'examen de la politique des ressources humaines chargé de recommander des modifications au *Manuel de politique des employés du CGIPN* et à d'autres politiques en matière d'emploi. Le comité était composé de : **Aaron Franks**, **Katie Wood**, **Leanne Hunter**, **Lainey Blood**, et **Jo-Ann Johnson**.

Après un examen juridique, le Comité de vérification de la politique opérationnelle (un comité du conseil d'administration du CGIPN) a examiné les changements proposés, y compris l'alignement sur les législations actuelles en matière d'emploi. *Le nouveau Manuel des politiques et procédures des employés du CNIGC* a été adopté comme politique du conseil d'administration le 10 décembre 2024 à Akwesasne (Ontario) et révisé le 12 mars 2025. Il a été mis en œuvre le 1er avril 2025.

### Examen de la rémunération

En juillet 2024, le service des ressources humaines a lancé un appel d'offres pour des services de conseil afin de procéder à deux examens de la rémunération : celle du personnel et celle du directeur général, respectivement. Cet examen visait à évaluer les politiques de rémunération, les systèmes de classification et les cadres d'évaluation des emplois actuels du CGIPN. La firme White and Gale (W&G) a été sélectionnée et a collaboré étroitement avec le comité de rémunération des ressources humaines (**Bonnie Sowiak**, directrice des Finances et des services corporatifs, et **Leanne Hunter**, gestionnaire principale des ressources humaines).

Le 12 mars 2025, le conseil d'administration a approuvé la nouvelle politique de rémunération et la grille salariale du directeur général, ainsi que la politique de rémunération et d'administration des salaires du personnel et la grille salariale correspondante, avec effet au 1er avril 2025.



Pendant l'exercice 2024–2025, l'unité d'Éducation et de formation du CGIPN était composée de **Kristine Neglia** (gestionnaire principale), **Leslie MacGregor** (agente principale d'éducation), et **Eva Keeshig** (agente de programme, Éducation et bourse d'études). L'unité a accueilli **Brooke Heath** (coordonnatrice des services d'apprentissage) et **Erin Dokis** (responsable de l'éducation) en 2024–2025 également.

Au cours de l'exercice écoulé, l'unité d'Éducation et de formation a poursuivi ses activités visant à mieux faire connaître les principes de PCAP des Premières Nations, la gouvernance de l'information et la souveraineté des données. Il s'agit notamment du cours en ligne **Fondamentaux des principes de PCAP**, des ateliers et présentations sur les principes de PCAP, de la bourse d'études nationale du CGIPN et du projet de formation du groupe STIM-A.



**FNIGC | CGIPN**

First Nations Information Governance Centre  
Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations

## Fondamentaux des principes de PCAP®

COMMENCER

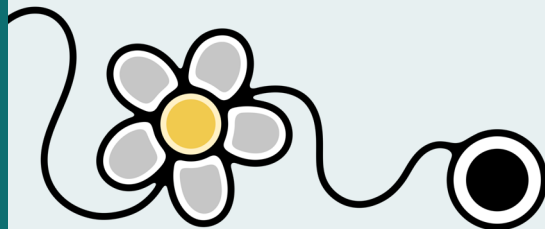
### FONDAMENTAUX DES PRINCIPES DE PCAP®

En juillet 2024, le CGIPN a lancé la version française du cours en ligne *The Fundamentals of OCAP® : Fondamentaux des principes de PCAP*. Narré par la comédienne wendat **Andrée Levesque Sioui**, Fondamentaux des principes de PCAP comprend toutes les caractéristiques et fonctionnalités de la version anglaise et témoigne de l'engagement du CGIPN à servir les membres et les communautés francophones des Premières Nations qui cherchent à approfondir leurs connaissances sur les principes de PCAP.



La demande pour la formation en ligne sur les principes de PCAP® ne cesse d'augmenter. Entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025, un total de 4 680 personnes se sont inscrites au cours en ligne du CGIPN : 4 582 pour la version anglaise et 98 pour la version française.

Au cours de l'année fiscale, 3 078 apprenants ont terminé avec succès le cours en anglais et ont reçu une attestation de réussite, et 60 apprenants ont fait de même pour le cours en français. Sur les 4 680 apprenants, 1 106 n'ont pas encore terminé.





## BOURSE NATIONALE D'ÉTUDES DU CGIPN

Au cours du dernier exercice financier, le CGIPN a reçu des demandes pour la bourse nationale d'études 2024 de 158 étudiants des Premières Nations, soit plus du double du nombre de demandes reçues en 2023 et le plus grand nombre de demandes reçues dans l'histoire de la bourse nationale d'études. Établie en 2011, la bourse a attribué plus de 81 000 \$ à 35 étudiants exceptionnels des Premières Nations.

Le CGIPN a eu le plaisir d'annoncer les lauréats de la bourse nationale d'études 2024 : **April Quill** (Nation Cree Sapotaweyak), **Damien**

**Rodriquez** (Première Nation Moose Cree), **Jorden Hendry** (Bande Lax Kw'alaams), et **Palmer Spence** (Nation Cree Opaskwayak).

Les étudiants ont reçu 2 500 \$ et une inscription gratuite au cours en ligne du CGIPN, *Fondamentaux des principes de PCAP*. En outre, les étudiants ont également été invités à participer au programme de mentorat du Centre de données des Premières Nations du CGIPN, une occasion d'acquérir des compétences pratiques en matière de recherche et d'analyse de données, en utilisant les données des Premières Nations du CGIPN, tout en explorant un sujet d'intérêt personnel ou académique.

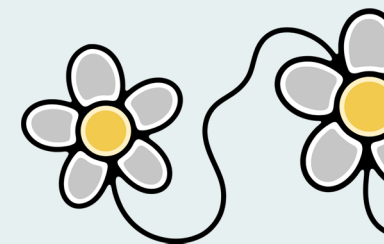
## ATELIERS ET PRÉSENTATIONS SUR LES PRINCIPES DE PCAP

En 2024–2025, l'unité d'Éducation et de formation a animé 51 ateliers et 26 présentations sur les principes de PCAP, touchant un public combiné de plus de 4 500 personnes.

Sur ces 77 sessions, près de la moitié (33) ont été organisées pour des administrations fédérales, provinciales ou municipales, 16 pour des organisations non gouvernementales ou à but non lucratif, 14 pour des organisations autochtones et des Premières Nations, 13 pour des universités et des établissements d'enseignement supérieur, et une pour une entreprise privée.

## PROJET DE FORMATION DU GROUPE STIM-A

L'unité d'Éducation et de formation a poursuivi sa collaboration avec le Groupe interministériel sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques autochtones (STIM-A) du Canada. Un rapport final de la phase 1, détaillant les besoins d'apprentissage du groupe STIM-A, a été rédigé et une proposition pour la phase suivante du projet a été soumise.





Au cours de l'exercice 2024–2025, l'équipe nationale de champions des données, qui dirige la mise en œuvre de la Stratégie de gouvernance des données des Premières Nations (SGDPN), était composée de **Erin Corston** (directrice et responsable de direction), **Gonzague Guéranger** (responsable de la mise en œuvre), **Donna Lyons** (agente de développement des capacités en matière de données), **Olivia Craggs** (analyste subalterne de recherche), et **Ember Sarazin** (coordonnatrice de projet).

La SGDPN est un engagement à long terme envers la vision du CGIPN selon laquelle chaque Première Nation atteindra la souveraineté en matière de données, conformément à sa propre vision du monde. Le CNIGC et ses partenaires estiment que la façon la plus viable et la plus pragmatique de réaliser cette vision est de combler les lacunes structurelles en matière de capacité qui continuent de limiter la capacité des Premières Nations à posséder et contrôler pleinement leur information.

Pour combler ces lacunes structurelles et systémiques, il faut faire les choses différemment et adopter une approche « tous azimuts ». Il faut des générations pour parvenir à un changement systémique, et la stratégie représente le début de cet important voyage.

Au terme de la deuxième année de la phase initiale de mise en œuvre de la SGDPN, les équipes régionales de champions des données de tout le Canada ont réfléchi à l'élan et au soutien qu'elles ont suscités en un laps de temps relativement court. Les conversations autour du pouvoir des données et de la valeur que ce réseau de centres régionaux de gouvernance de l'information (CRGI) apportera aux communautés et à leurs organisations ont déjà abouti à des résultats tangibles.

Les tables des chefs des dix régions ont adopté des résolutions formelles, ce qui constitue une avancée significative. La mise en œuvre dans les régions s'est poursuivie au cours de l'exercice 2024–2025, chaque région progressant à son propre rythme sous la direction de ses responsables. Les plans de travail de la troisième année mettent l'accent sur l'obtention de deux résultats principaux pour la phase initiale de la mise en œuvre :

- un plan détaillant l'approche et la structure de gouvernance pour chaque CRGI, et
- un plan décrivant les fonctions prioritaires et les offres de services pour chaque CRGI.

Pour reprendre les termes d'un membre de l'équipe de champions des données du Yukon, la complexité de ce travail exige que les équipes avancent « à la vitesse de la confiance », en veillant à ce que les progrès soient significatifs et menés par la communauté, tout en naviguant dans les risques d'un paysage numérique en évolution rapide.

Cela dit, la SGDPN continue de s'imposer comme la voie la plus viable pour le progrès collectif, en veillant à ce qu'aucune communauté ne soit laissée pour compte.

## ÉQUIPE NATIONALE DE CHAMPIONS DES DONNÉES

Au cours de l'exercice 2024–2025, l'équipe nationale de champions des données a continué à soutenir les dix régions dans l'avancement des plans de mise en œuvre de la phase initiale, tout en se concentrant sur la collaboration stratégique avec des agences fédérales clés, notamment Statistique Canada et Services aux Autochtones Canada (SAC). Ces agences reçoivent un financement dans le cadre de l'Approche transformationnelle des données autochtones (ATDA) pour soutenir les stratégies de gouvernance des données des Premières Nations, des Inuits et des Métis et transformer la manière dont les ministères fédéraux collectent, gèrent, partagent et utilisent les données indigènes. Afin d'officialiser et de guider ce travail, le CGIPN a dirigé l'élaboration et la signature de deux protocoles de collaboration entre le CGIPN et les sous-ministres de Statistique Canada et de SAC, respectivement.

L'objectif du CGIPN est d'établir des mécanismes qui rendent les partenaires fédéraux responsables de leurs engagements à aider les Premières Nations à atteindre la souveraineté en matière de données et à surmonter les problèmes systémiques de longue date.

## Stratégie de gouvernance des données des premières nations

*Un projet dans les deux protocoles de collaboration exige que SAC et Statistique Canada facilitent l'accès des Premières Nations aux ensembles de données critiques qu'ils détiennent. Il s'agit notamment de fournir un accès à distance facile et convivial à leurs inventaires, ainsi que des métadonnées essentielles pour comprendre la qualité et la valeur de ces données en vue d'un transfert ou d'un rapatriement éventuel. Ce travail deviendra de plus en plus important au fur et à mesure que les services locaux reviendront sous le contrôle*

La finalisation de ces deux protocoles de collaboration a constitué une étape importante pour l'équipe nationale des champions des données. Chaque protocole de collaboration comprend une série de projets de démonstration (six avec SAC et quatre avec Statistique Canada), axés sur des domaines prioritaires clés. Ces projets de démonstration sont axés sur :

- l'accès et le partage des données fédérales,
- la facilitation du transfert de connaissances de Statistique Canada, et
- l'évaluation des besoins en matière de capacité de données au niveau régional.

Bien que chacune de ces initiatives transformatrices au sein de ces protocoles de collaboration se prolongera au-delà de cette première phase, plusieurs d'entre elles sont déjà en cours de réalisation.

Une autre initiative 2024–2025 qui prend de l'ampleur au sein des ministères fédéraux sous l'égide du protocole de collaboration avec SAC est la mise en place de la table du centre d'échange de données sur la santé des Premières Nations, dirigée par le CGIPN. Cette table technique au niveau des directeurs généraux est présidée par les chefs de file de la DGSPNI et le secrétariat est assuré par la Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits (DGSPNI) de SAC. La table est conçue pour identifier et répondre aux besoins prioritaires des Premières Nations en matière de capacité de données sur la santé dans le cadre de la phase initiale de mise en œuvre.

L'objectif est de s'assurer que les Premières Nations ont les capacités de contribuer à la modernisation des systèmes d'information sur la santé au Canada et d'en bénéficier. Réunissant plusieurs ministères fédéraux et des organisations des Premières Nations mandatées au niveau national, la table sert de centre d'information et favorise la collaboration sur des objectifs communs en matière de données sur la santé.

L'un des objectifs de la table est de produire une cartographie complète des données de santé au sein de l'écosystème pancanadien des données de santé, une initiative innovante qui, de l'avis de tous les membres de la table,

ajoutera une valeur significative à leur travail. Actuellement, ce type de carte n'existe pas.

Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2024–2025, le CGIPN a également fourni une première réponse à SAC concernant l'élaboration de sa politique sur le partage de données externes. Cette initiative, menée par SAC, vise à améliorer et à faciliter le traitement, au sein du ministère, des demandes de partage de données émanant des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

La réponse du CGIPN décrit un ensemble complet d'attentes techniques et opérationnelles couvrant des domaines clés tels que :

- l'objectif et le champ d'application de la politique,
- les normes de niveau de service;
- la transparence;
- les mesures de responsabilisation.

En outre, le CGIPN a mis l'accent sur la souveraineté des Premières Nations en matière de données et a souligné les nombreux obstacles législatifs et systémiques auxquels les Premières Nations continuent de se heurter lorsqu'elles exercent ce droit, en particulier dans les domaines relatifs à la confidentialité et à la protection des données. Les commentaires ont renforcé l'importance de prendre en compte les perspectives des Premières Nations dans une optique collective. Ce travail essentiel pour faire progresser le partage des données des Premières Nations ne fait que commencer et se poursuivra lors de la prochaine phase de mise en œuvre de la SGDPN.



Au cours de l'exercice 2024–2025, la direction de la recherche et de l'information du CGIPN a été supervisée par **Albert Armieri** (directeur). Composée d'une équipe de 19 employés, la direction de R et I est responsable des enquêtes nationales du CGIPN, des initiatives de recherche et de santé publique, de la gestion des connaissances, des études de faisabilité, du Centre de données des Premières Nations (CDPN) et de la coordination des travaux du CGIPN sur la réponse au virus COVID-19 dans les communautés des Premières Nations.

## GESTION DES ENQUÊTES

Au cours de l'année 2024–2025, l'équipe de gestion des enquêtes du CGIPN était composée de **Katie Wood** (gestionnaire principale, initiatives d'enquête), **Kyla Marcoux** (conseillère stratégique principale), **Micere Thuku** (gestionnaire d'enquête par intérim), **Claudia Meness** (gestionnaire de programme), **Xinyu Qiao** (analyste de données statistiques), **James Allen** (analyste de recherche principal), **Xuejing Jiang** (analyste de données statistiques), **Nicolas Spagnolo** (analyste de données statistiques), **Katrina Brant** (coordonnatrice de programme), et **Joel Jocko** (chargé de recherche subalterne).

En collaboration avec les partenaires régionaux du CGIPN, l'équipe de gestion des enquêtes facilite et administre tous les aspects des enquêtes nationales du CGIPN, y compris l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations et l'Enquête sociale régionale des Premières Nations.

### L'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations

Au cours de l'exercice 2024–2025, l'équipe chargée de l'enquête a fait progresser la collecte de données pour la phase 4 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERS), la dernière itération de l'initiative d'enquête fondatrice du CGIPN. Les partenaires régionaux du CGIPN ont poursuivi leur engagement auprès des communautés, notamment en obtenant des résolutions du conseil de bande, en recrutant et en formant des collecteurs de connaissances et en accélérant les efforts de collecte de données.

Des problèmes tels que la lassitude des enquêteurs, les difficultés de recrutement et de maintien en poste, et l'évolution des priorités communautaires ont continué à affecter le déroulement de la phase 4 de l'ERS, tout comme les effets persistants de la pandémie mondiale de COVID-19, qui a continué à poser un problème dans les communautés des Premières Nations, touchant le déroulement et le calendrier de la phase 4 de l'ERS. En outre, des obstacles imprévus ont limité l'accès de la communauté au Registre des Indiens, ce qui a empêché l'utilisation de la méthode établie de sélection des participants à l'ERS.

En réponse, le CGIPN a soutenu ses partenaires régionaux en explorant des solutions innovantes pour faire progresser les efforts de collecte de données, telles que l'introduction de méthodologies d'échantillonnage de rechange. Ce soutien comprenait des appels individuels réguliers, une résolution rapide des problèmes techniques et la fourniture d'une formation en cas de besoin.

Par conséquent, les opérations et les activités de la phase 4 de l'ERS ont été prolongées jusqu'à l'exercice 2025–2026 afin de garantir une collecte de données complète et de qualité et de faciliter une transition en douceur vers la phase d'établissement de rapports et d'échange de connaissances.

### L'enquête sociale régionale des Premières Nations

Au cours de l'exercice 2024–2025, l'équipe de l'enquête a fait progresser les travaux sur l'Enquête sociale régionale des Premières Nations (ESR), la plus récente initiative d'enquête nationale du CGIPN, qui examinera le bien-être des enfants et des familles des Premières Nations vivant dans les réserves et dans les communautés du Nord. En travaillant en collaboration avec nos partenaires régionaux, le CGIPN a maintenu des progrès constants, favorisant un engagement fort et une collaboration interrégionale alors que toutes les parties entraient dans la phase de développement du contenu.



En octobre 2025, l'équipe d'enquête a partagé une deuxième version du questionnaire de l'ESR avec les partenaires régionaux. En collaboration avec les comités consultatifs régionaux, les partenaires régionaux ont fourni un retour d'information sur la deuxième version, en utilisant les outils conviviaux.

Afin de renforcer l'engagement et la collaboration, le CGIPN a organisé une autre série de cercles de partage virtuels avec des partenaires régionaux et des comités consultatifs régionaux pour discuter de questions, de mesures et d'échelles potentielles, ainsi que pour identifier les domaines dans lesquels des conseils régionaux sont nécessaires pour soutenir le développement de l'ESR.

La collecte des données de la phase 4 de l'ERS ayant lieu en même temps que l'élaboration du contenu de l'ESR, les contraintes de capacité régionale et les problèmes d'accès au Registre des Indiens sont restés des obstacles importants. Par conséquent, la collecte de données pour l'ESR ne commencera qu'après l'achèvement de la phase 4 de l'ERS, ce qui permettra aux communautés de bénéficier d'une pause nécessaire tout en leur donnant l'occasion de partager et de renvoyer les données.

## GESTION DES CONNAISSANCES

Créée à l'été 2023, l'équipe de Gestion des connaissances (GC) au sein de la direction de Recherche et information est composée d'**Alana Roscoe**, gestionnaire de la gestion des connaissances et **Kota Jade**, analyste de la gestion des connaissances.

L'équipe chargée de GC a passé l'exercice 2024–2025 à jeter les bases d'un programme complet de gestion des connaissances. Grâce à son expertise en matière de gestion de l'information, l'équipe veille à ce que les informations organisationnelles précieuses, la sagesse institutionnelle et les ressources utiles soient exploitées, organisées et facilement accessibles au personnel de R et I lorsqu'il en a besoin. Le travail de l'équipe de GC consiste à collecter et à organiser les connaissances de manière systématique, dans le but d'améliorer l'efficacité de l'organisation et de promouvoir l'apprentissage collaboratif. Les membres de l'équipe facilitent le partage des connaissances et de l'expertise entre eux, ce qui permet d'éliminer les silos et d'éviter la perte d'informations.

À cette fin, les principales activités de GC au cours de l'exercice 2024—2025 comprenaient la conception d'un nouvel intranet et d'une architecture de gestion des documents pour la direction de R et I, l'élaboration de modèles et de documents de référence, et l'exploration de l'utilisation d'outils logiciels pour rationaliser les flux de travail tout en

garantissant la sécurité des données.

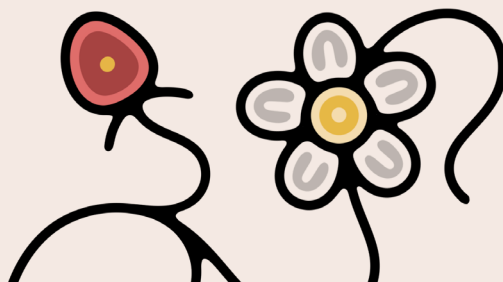
L'équipe de GC a également facilité le partage des connaissances et les possibilités de collaboration au sein de la direction de R et I et du CGIPN dans son ensemble, tout en notant les besoins et les priorités de la direction qui guideront les efforts de l'équipe dans les années à venir.

Ce travail fondamental reflète l'engagement du CGIPN à construire une organisation fondée sur la connaissance, et l'équipe continue d'aligner son travail sur l'évolution des besoins et des priorités de la direction.

## RECHERCHE ET ÉTUDES DE FAISABILITÉ

### Définir et mesurer la sécurité chez les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre des Premières Nations

Soutenu par un financement du ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord (RCAANC), ce projet exploratoire de deux ans est une réponse au rapport 2021 *Créer de nouvelles voies pour les données* du sous-groupe de travail sur les données (SGTD) de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Le projet se concentre sur la définition et la mesure de la sécurité chez les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ des Premières Nations.



Un rapport *Ce que nous avons entendu* a été élaboré à partir d'une analyse documentaire complète, d'une réunion technique et d'entretiens qualitatifs avec des experts en la matière. Ce rapport vise à comprendre comment la sécurité est définie au sein des communautés des Premières Nations et à identifier des méthodes efficaces pour la mesurer dans une perspective fondée sur les points forts. Les résultats de cette recherche contribuent à faire progresser la souveraineté des données des Premières Nations et influencent les efforts visant à améliorer la sécurité et le bien-être des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre des Premières Nations. [\*Le rapport Ce que nous avons entendu : Définir et mesurer la sécurité chez les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre des Premières Nations\*](#) est accessible en anglais et en français.

## CENTRE DE DONNÉES DES PREMIÈRES NATIONS

Le Centre de données des Premières Nations (CDPN) est une ressource du CGIPN qui permet d'accéder à des données inédites et à des données d'archives issues de nos recherches et enquêtes respectées.

Au cours de l'exercice 2024–2025, le Centre de données des Premières Nations était composé de **Maria Santos**

(gestionnaire principale, Initiatives de données sur la santé publique), **Drew Pihlainen** (gestionnaire de programme) et **Kayla Boileau** (agente de recherche et de mobilisation).

En 2024–2025, quatre chercheurs ont accédé à des données via le CDPN pour leurs projets. **Herenia Lawrence**, de l'Université de Toronto, a poursuivi ses recherches entamées au cours de l'exercice précédent sur la consommation de cannabis et la santé bucco-dentaire, tandis que **Heather Burnside** (également de l'Université de Toronto) a examiné la relation entre le sexe et le genre et les pratiques d'autogestion des membres des Premières Nations atteints de diabète de type 2 vivant dans les réserves et les communautés nordiques.

**Amy Bombay** et **Robyn McQuaid**, de l'Université Carleton, ont poursuivi leurs recherches sur les effets intergénérationnels des pensionnats indiens.

En outre, le CDPN a répondu à une demande d'accès aux données de la part de Services aux Autochtones Canada pour obtenir des tableaux normalisés selon l'âge à partir des données de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERS) du CGIPN, qui ont servi à l'élaboration de politiques, à la planification de programmes, à l'évaluation et à l'établissement de rapports d'entreprise.

Le CDPN continue de stocker les données du questionnaire de l'Assemblée des Premières Nations (APN) sur le

logement dans les réserves et les infrastructures connexes, ce qu'il fait dans le cadre d'un accord de partage des données avec l'APN. Ce partenariat a permis au CDPN de fournir des données précieuses à plusieurs communautés au cours de l'année écoulée.

Le CDPN continue de donner la priorité à la facilitation de l'accès à ses services pour les membres des Premières Nations. Au cours de l'exercice 2024–2025, l'équipe du CDPN a travaillé avec l'équipe de GI-TI du CGIPN pour explorer l'accès à distance à ses ensembles de données. Un travail de fond est également en cours pour évaluer la possibilité d'offrir des services supplémentaires d'entreposage et d'intendance des données, en réponse au nombre croissant de demandes de services de la part des partenaires régionaux et d'autres organisations des Premières Nations.

En outre, le CDPN a collaboré avec l'unité d'Éducation et de formation du CGIPN pour offrir aux bénéficiaires de notre bourse d'études nationale l'accès à un programme de mentorat, qui leur permet d'acquérir une expérience pratique en matière de recherche et d'analyse de données. Cette initiative permettra aux étudiants des Premières Nations d'acquérir des compétences pratiques tout en explorant un sujet d'intérêt personnel ou académique.



## INITIATIVES EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE

### Rapport sur le bien-être mental

Le travail sur le rapport *Explorer les voies vers le bien-être mental*, un rapport financé par l'Agence de santé publique du Canada (ASPC), a progressé en 2024–2025. En utilisant une approche holistique connue sous le nom d'« analyse des pistes causales », le rapport de l'ASPC se concentre sur les facteurs de force associés au bien-être mental des Premières Nations en s'appuyant sur les mesures de l'ERS. Cette approche permet d'examiner comment les différentes mesures de la santé et les déterminants sociaux de la santé peuvent être liés au bien-être mental. Les résultats des analyses ont été communiqués au cercle consultatif, dont les membres comprenaient des employés de l'APN, du First People's Wellness Circle, de la Thunderbird Partnership Foundation, ainsi que **Amy Bombay**, **Elaine Toombs**, l'ainée **Annie St. Georges**, et **Nadia Green**, notre représentante des jeunes du cercle consultatif et ancienne étudiante d'été au CGIPN.

Avec les conseils du cercle consultatif du projet, le CGIPN est en train de rédiger le rapport et de développer des ressources conviviales pour partager les résultats avec les communautés des Premières Nations. D'autres efforts de partage des connaissances comprendront des présentations à différentes organisations ou comités des Premières Nations.

### Étude de faisabilité sur les biobanques et la recherche génomique

Compte tenu des préoccupations et des considérations relatives aux principes de PCAP, de gouvernance, d'éthique et de protection de la vie privée qui entourent la collecte de spécimens biologiques dans les communautés des Premières Nations, le CGIPN crée un espace pour que les membres des Premières Nations puissent discuter du sujet complexe des biobanques et de la recherche génomique grâce à des fonds fournis par les Instituts de recherche en santé du Canada.

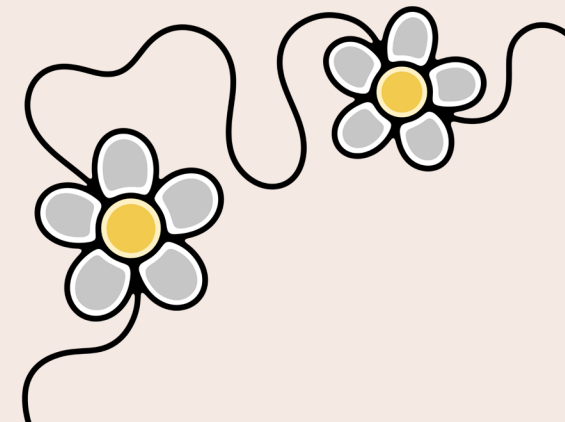
Au cours de l'été 2024, le comité d'éthique de la recherche du CGIPN a examiné le projet d'étude de faisabilité sur les biobanques et la recherche génomique et a formulé des commentaires constructifs afin d'améliorer le projet.

Les partenaires régionaux participants ont reçu des fonds pour organiser des dialogues ou interviewer des responsables de la santé, des dirigeants, des aînés, des gardiens du savoir et des membres de la communauté.

En 2024–2025, trois partenaires régionaux ont organisé des sessions d'engagement, et cinq autres devraient le faire en 2025–2026. Le CGIPN a également proposé de soutenir ces engagements par la facilitation, la prise de notes ou la préparation de rapports de synthèse, à la demande des partenaires régionaux.

Le CGIPN a soutenu une initiative complémentaire menée par la Thunderbird Partnership Foundation, **Amy Bombay**, **Billie-Jo Hardy**, et **Robyn McQuaid** intitulée « *Understanding First Nations Views Towards Health Research: Participation in a Two-Eyed Seeing Curriculum* » (Comprendre les points de vue des Premières Nations sur la recherche en santé : participation à un programme d'études sur l'approche à double perspective). Ce programme éducatif pilote offre des connaissances et des informations essentielles pour soutenir le projet d'étude de faisabilité.

Il comprend un volet en ligne et une formation en personne dispensée par la directrice exécutive de la Thunderbird Partnership Foundation, **Carol Hopkins** et la responsable de la formation et de l'éducation **Mary Deleary**. La formation, qui s'est tenue en janvier 2025, a permis d'approfondir la compréhension des savoirs autochtones et de l'épigénétique, en faisant de la culture le fondement du projet.



### Initiatives en matière de données sur la covid-19

En mars 2024, le CGIPN a organisé une collecte de données sur la COVID-19 et de santé publique à Ottawa, à laquelle ont assisté environ 60 participants de tout le Canada. L'un des principaux objectifs de cette rencontre était de permettre aux partenaires régionaux des Premières Nations de partager leurs idées, leurs expériences et leurs connaissances acquises dans le cadre des travaux entrepris ces dernières années grâce au fonds de relance sécuritaire sur la COVID-19 — une initiative de financement de Santé Canada soutenue par un accord avec Services aux Autochtones Canada — visant à combler les lacunes en matière d'accès et d'utilisation des données sur la COVID-19 au sein des communautés des Premières Nations.

La deuxième journée a été consacrée à des groupes de discussion thématiques au cours desquels les participants ont abordé les thèmes clés suivants :

- Priorités en matière de données de santé publique
- Pertinence d'un système régional ou national de surveillance de la santé publique des Premières Nations
- Besoins et défis liés à la maîtrise des données de santé.

Un rapport *Ce que nous avons entendu* a été préparé et examiné par les participants et les partenaires régionaux. Une copie du rapport peut être demandée via le [formulaire de contact du CGIPN](#).

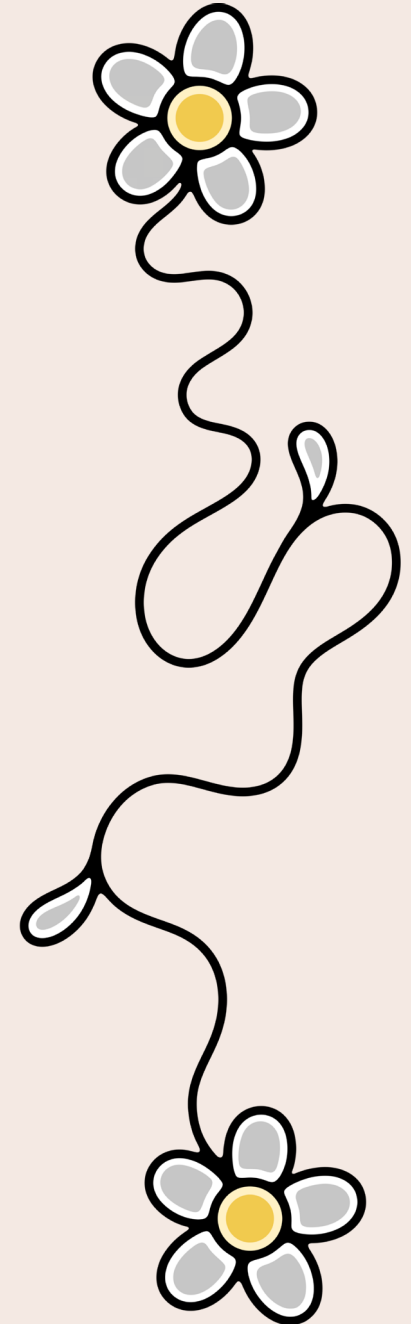
### Initiatives de formation et de ressources en matière de données

Au cours de l'hiver 2024, le CGIPN a facilité l'accès aux fonds de ressources humaines en santé de Services aux Autochtones Canada (SAC) pour sept initiatives régionales conçues pour renforcer la capacité des Premières Nations en matière de données sur la santé.

Ces initiatives régionales comprenaient des travaux dans les domaines suivants :

- l'élaboration d'un programme de formation supérieure en épidémiologie pour les Premières Nations en collaboration avec le Red Crow Community College;
- l'élaboration de modules de formation à la maîtrise des données;
- des ressources et des outils pour la collecte et la gestion des données;
- des ateliers communautaires sur les données;
- du soutien à l'infrastructure de GI-TI.

Ces initiatives contribuent à renforcer les bases de la souveraineté des données et des capacités de recherche en matière de santé des Premières Nations dans toutes les régions.



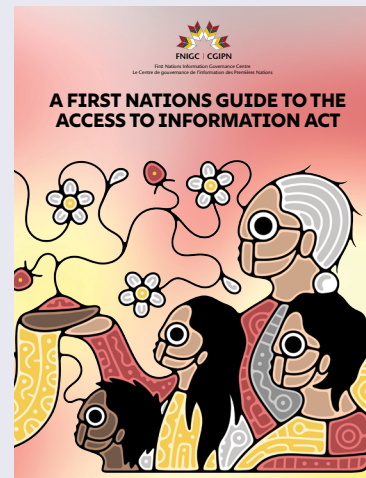
En septembre 2024, le Collectif de recherche sur la souveraineté des données (CRSD) a été créé au sein du CGIPN. Soutenu par un accord de financement pluriannuel de SAC, le CRSD est un nouvel espace de recherche appliquée et de recherche créative sur la souveraineté des données des Premières Nations, y compris le développement communautaire d'outils et de normes pour affirmer et respecter les principes de PCAP des Premières Nations.

Le CRSD est composé de **Aaron Franks** (responsable de la recherche), **Sadia Khan** (responsable de la recherche qualitative), **Savannah LaBelle** (coordonnatrice principale, programmes de recherche), **Carrie Skead** (agente de programme), **Skylee-Storm Stacey-Hogan** (agente de recherche, études de données critiques), et **Julie McIntosh** (agente de mobilisation des connaissances).

## GUIDES DE LA LÉGISLATION FÉDÉRALE À L'INTENTION DES PREMIÈRES NATIONS

En mai 2024, le CRSD a publié une série de guides en langage clair sur la législation canadienne qui a un impact sur la souveraineté des données des Premières Nations :

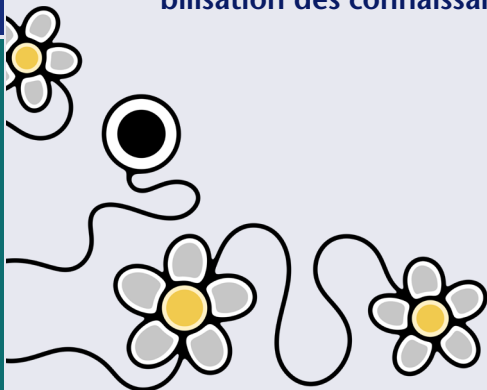
- [Guide des Premières Nations relatif à la Loi sur protection des renseignements personnels](#)
- [Guide des Premières Nations relatif à la Loi sur l'accès à l'information](#)
- [Guide des Premières Nations relatif à la Loi sur Bibliothèque et les Archives du Canada](#)
- [Guide des Premières Nations relatif à la Loi sur la statistique](#)



## GESTION DES DONNÉES DE RECHERCHE

L'équipe a continué à préparer les résultats et les enseignements du projet financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) « Respecting And Asserting First Nations Data Sovereignty In Research Data Management (RDM): Finding Common Ground For The Co-Development of RDM Policy And Infrastructure In Canada's Academic Research Environment » for publication. En s'appuyant sur ce travail, l'équipe a obtenu un financement de l'Alliance de recherche numérique au Canada (ARNC) qui a soutenu l'initiative de l'exercice 2024–2025, « Research Data Management is Making Data in Relation » (RDM is MDR).

Le projet « RDM is MDR » a permis d'approfondir les connaissances issues du projet de gestion des données de recherche financé par le CRSH, et le CRSD explore comment piloter, ou opérationnaliser, des éléments de l'approche au sein de l'environnement de GI-TI pour la gestion des données de recherche du CGIPN. En janvier 2025, le CRSD a commencé à travailler avec l'équipe de GI-TI du CGIPN pour commencer à intégrer ces apprentissages de gestion des données de recherche dans la pratique au sein de nos accords d'intendance des données et de notre infrastructure numérique.



## ACCORDS DE GESTION DES DONNÉES

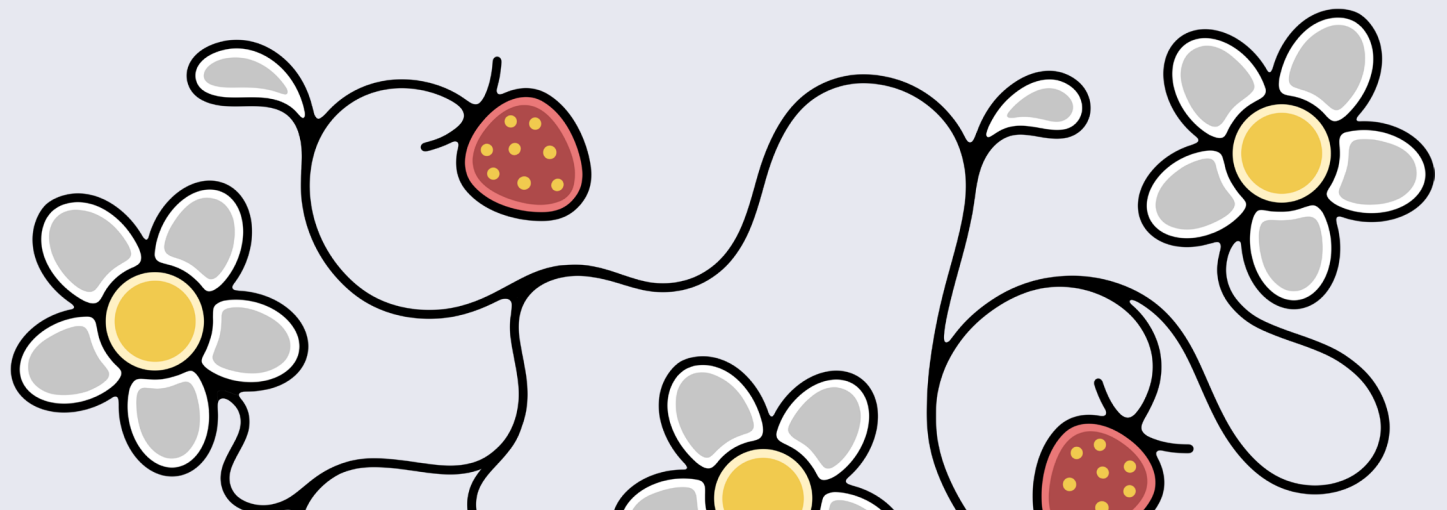
En partenariat avec le ministère du Patrimoine canadien (PCH), le CRSD a soutenu le « projet de connexions communautaires » qui a fourni des ressources à neuf organisations au service des Premières Nations, des Inuits et des Métis pour mener des conversations sur la Journée nationale de vérité et de réconciliation. Outre l'analyse des réponses des participants, le CRSD a proposé des accords de gestion des données respectant la propriété et l'accès des organisations participantes à leurs données. Ce résultat a été obtenu grâce à des dialogues critiques avec le personnel de PCH, avec lequel le CRSD a pu reformuler les accords initiaux d'intendance des données pour les aligner plus étroitement sur les principes de PCAP des Premières Nations.

## ÉTUDE SUR LES NORMES RELATIVES AUX PRINCIPES DE PCAP

Au cours de l'exercice 2023–2024, l'équipe des principes de PCAP et de gouvernance de l'information du CGIPN a commandé une étude pour explorer la faisabilité d'établir un programme de normes relatives aux principes de PCAP après des années de discussion autour de la certification ou de l'accréditation connexe.

En décembre 2024, le Conseil d'administration du CGIPN a reçu les conclusions de l'étude et a demandé que le concept d'un programme de certification des principes de PCAP soit exploré plus avant par le biais d'un engagement plus important avec les Premières Nations elles-mêmes, ainsi qu'avec les partenaires régionaux et les équipes régionales de champions des données.

Outre les travaux susmentionnés, l'équipe du CRSD a répondu à de nombreuses demandes de renseignements et d'informations sur des questions allant de l'intelligence artificielle aux accords de partage de données à l'échelle communautaire. L'équipe a également soutenu les activités d'engagement régional pour le « projet de recherche sur la biobanque et la recherche génomique des Premières Nations ». En janvier 2025, l'équipe du CRSD a fait une présentation à la conférence « First Nations Data Sovereignty & Research Conference: Our Data, Our Truths, Our Voice », organisée par le Secrétariat à la santé et aux services sociaux des Premières Nations du Manitoba à Winnipeg.



Au cours de l'exercice 2024–2025, les services corporatifs ont été supervisés par **Bonnie Sowiak** (directrice des z et des services corporatifs) avec le soutien de **Jo-Ann Johnson** (adjointe administrative).

La direction des services corporatifs du CGIPN constitue la pierre angulaire de la structure organisationnelle et opérationnelle du CGIPN. Les services corporatifs soutiennent la capacité de l'organisation à remplir ses obligations, à répondre efficacement au changement et à atteindre ses objectifs stratégiques grâce aux efforts coordonnés de trois unités internes spécialisées : , Communications, et Gestion de l'information et technologies de l'information.

Cet engagement se reflète dans son approche à multiples facettes, garantissant que chaque unité contribue de manière significative au succès à long terme du CGIPN et à sa capacité à répondre aux besoins des communautés des Premières Nations.

## FINANCES

Au cours de l'exercice 2024–2025, l'équipe des Finances était composée de **Tania Dube** (gestionnaire principale, Finances), **Shilpa Darji** (coordonnatrice des finances), **Atinder Vaid** (analyste financier), et **Kiley Shade** (responsable de la paie). Au cours de cette période, l'unité des Finances a continué à jouer un rôle clé dans le soutien et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle du CGIPN.

Grâce à une planification stratégique, à une gestion financière rigoureuse et à un accent soutenu sur la responsabilité, l'unité a maintenu des normes exemplaires d'intégrité et de transparence financières, garantissant l'alignement sur la vision, la mission et les principaux objectifs stratégiques du CGIPN.

La gestion de l'audit externe annuel du CGIPN constitue l'une des principales responsabilités de l'unité des Finances. Depuis plus d'une décennie, l'organisation a toujours reçu des avis d'audit sans réserve. Cette tendance s'est poursuivie au cours de l'exercice, Welch LLP ayant réalisé l'audit, y compris les tests intermédiaires effectués tout au long de l'année.

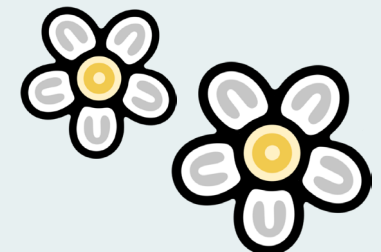
Des informations détaillées concernant l'audit 2024–2025 du CGIPN se trouvent à la page 35, qui fournit l'état financier vérifié complet. (Document disponible en anglais seulement)

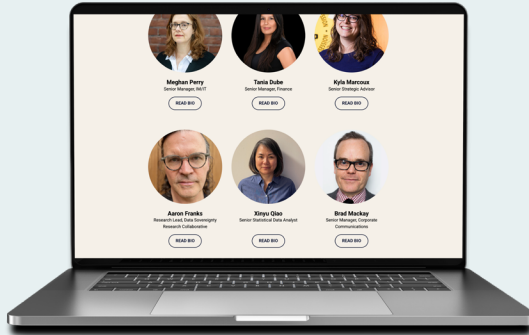
## COMMUNICATIONS

Au cours de l'exercice 2024–2025, l'unité des Communications du CGIPN était composée de **Brad Mackay** (gestionnaire), **Briana Linton** (agente de l'application des connaissances) et **Will Lafrance** (agent de communication).

En tant qu'élément clé de la direction des services corporatifs du CGIPN, l'unité des Communications est responsable de la gestion des communications internes et externes du CGIPN. Il s'agit d'un large éventail d'activités : FNIGC.ca, les activités d'application des connaissances, les médias sociaux, la sensibilisation des communautés des Premières Nations, les relations avec les médias, les publications (rapports de recherche et d'enquête, rapports annuels, brochures, ainsi que fiches d'information, questionnaires, dictionnaires de données, entre autres), l'intranet des employés, l'annuaire des employés du CGIPN, les traductions, la révision, la conception, et plus encore.

La mise à jour suivante fournit un aperçu de haut niveau des activités de communication du CGIPN au cours de l'exercice 2024–2025.





### FNIGC.ca

Le site Web du CNIGC, [FNIGC.ca](https://www.fnigc.ca), sert de centre de ressources complet, offrant des informations détaillées sur les initiatives, les activités de recherche et les autres services de l'organisation. Les utilisateurs peuvent naviguer à travers les voies d'information clés suivantes:

- **Recherche et accès aux données :** Les utilisateurs peuvent explorer les nombreux projets nationaux d'enquête et de recherche du CGIPN qui sont disponibles gratuitement sur notre bibliothèque en ligne, ainsi que nos publications sur l'application des connaissances. Le site Web propose également un outil de demande de données via le Centre de données des Premières Nations, facilitant l'accès aux données brutes et non publiées du CGIPN pour la recherche et l'élaboration de politiques, ainsi que l'Outil de données en ligne du CGIPN, qui héberge plus de 500 tableaux et graphiques issus de trois décennies de recherche.

- **Ressources pédagogiques :** En plus des ressources pédagogiques accessibles sur l'ensemble du site, une section est consacrée à l'éducation et à la formation, qui comprend une page où les utilisateurs peuvent s'inscrire au cours Fondamentaux des principes de PCAP et demander à participer à des ateliers sur les principes de PCAP.
- **Mises à jour organisationnelles :** Les visiteurs sont régulièrement informés des projets, événements et développements en cours au sein du CGIPN.

Au cours des 10 dernières années, le trafic annuel des utilisateurs du site FNIGC.ca a constamment augmenté, atteignant un pic en 2023–2024 avec plus d'un demi-million (508 000) de pages vues au total. Cette tendance s'est poursuivie en 2024–2025, au cours de laquelle le site web a enregistré 682 477 vues, soit une augmentation de 34 % par rapport à la période fiscale précédente.

Pour la troisième année consécutive, la page la plus visitée sur FNIGC.ca a été [Les principes de PCAP des Premières Nations](#), avec 201 276 vues, soit 29 % des vues totales. En deuxième position, on trouve la [page d'accueil du cours Fondamentaux des principes de PCAP](#), avec 98 162 vues (14 %), en troisième position la page d'accueil [FNIGC.ca](#) (77 352 vues au total, soit 11 %) et en quatrième position la bibliothèque en ligne du CGIPN (28 120 vues au total, soit 4 %). Un ajout notable au palmarès est l'[Outil de données en ligne du CGIPN](#), qui figure sur la liste pour la

première fois en tant que septième page la plus consultée.

Soucieuse d'actualiser en permanence le site FNIGC.ca pour répondre aux nouvelles technologies et aux besoins et attentes des utilisateurs, l'unité des Communications a apporté deux changements majeurs au site Web en 2024–2025.

En août 2024, le CGIPN a lancé une nouvelle section [Notre équipe de direction](#) pour présenter les cadres supérieurs du CGIPN et leurs contributions à notre vision et à notre mission. La nouvelle page présente plus de 20 membres du personnel dans une plateforme dynamique, reflétant l'engagement de l'organisation en faveur de la diversité, de l'équité et de l'inclusion.

En décembre 2024, l'unité des Communications a dévoilé un nouvel [outil de demande de données](#) pour le Centre de données des Premières Nations du CGIPN, une plaque tournante permettant d'accéder aux données brutes et non publiées issues de décennies de travail d'enquête. Fruit de plusieurs mois de collaboration entre les équipes des Communications et de la Recherche et de l'information, le nouvel outil offre une expérience utilisateur améliorée, un processus de demande de recherche rationalisé, la possibilité d'effectuer et de gérer plusieurs demandes en même temps, ainsi qu'une présentation générale améliorée.



## Médias sociaux

La plus grande application de la voix de la marque par le CGIPN se fait via ses canaux de médias sociaux, qui comprennent trois plateformes : Facebook, LinkedIn et X (anciennement Twitter).

Selon un rapport de fin d'année, les plateformes sociales de l'organisation ont vu leur nombre d'abonnés augmenter au cours de l'année écoulée, Facebook et LinkedIn enregistrant la plus forte croissance et le plus grand engagement, tandis que X est la plateforme la plus statique.

L'unité des Communications s'engage à publier régulièrement du contenu (y compris des articles en collaboration avec notre agente d'application des connaissances) afin d'accroître la réputation du CGIPN auprès du public des Premières Nations en ligne. En

conséquence, les profils de médias sociaux du CGIPN continuent de s'étendre et d'élargir leur public, générant un trafic croissant vers le site Web du CGIPN et contribuant à un plus grand engagement du public sur les médias sociaux.

La stratégie sociale du CGIPN est axée sur la création d'un engagement avec les publics des Premières Nations, ce qui est réalisé en créant du contenu qui :

- exploite les données existantes du CGIPN pour mettre en lumière une cause ou un événement (par exemple, la Journée mondiale de la santé bucco-dentaire, la Journée mondiale de l'eau, etc.);
- met en lumière les réalisations des membres de notre conseil d'administration, de notre directeur général ou de notre personnel;

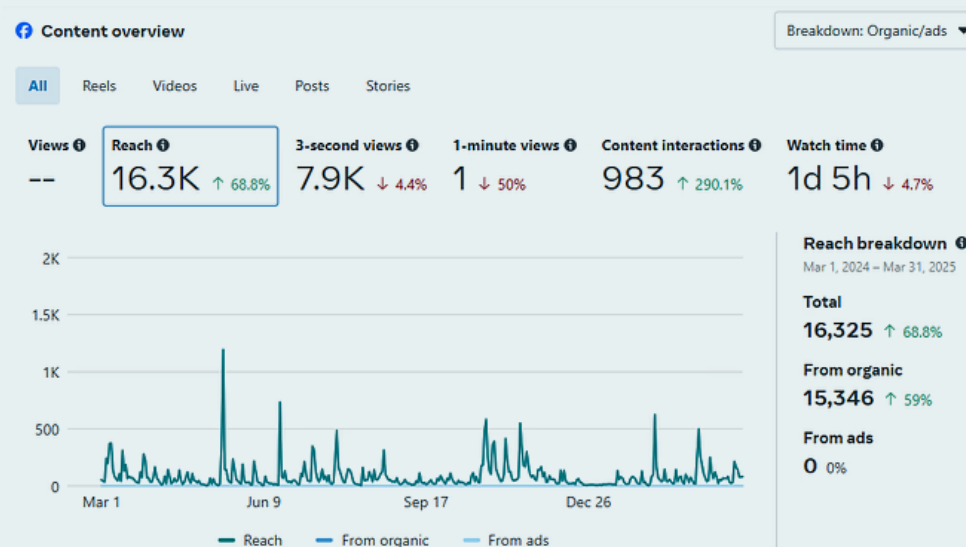
- met en avant les nouvelles publications du CGIPN;
- promeut les événements du CGIPN;
- fait connaître les possibilités de carrière au CGIPN;
- présente des nouvelles et des événements concernant les Premières Nations qui intéresseront le public du CGIPN.

Cette dernière catégorie comprend souvent des articles ou des sujets d'actualité liés aux questions de souveraineté des données, ainsi que des histoires sociales, culturelles et environnementales générales qui touchent le public des Premières Nations.

## Sensibilisation

La sensibilisation a toujours été un élément clé des efforts d'engagement communautaire des Communications, et l'année 2024–2025 n'a pas dérogé à la règle. Au cours de l'exercice, le CGIPN s'est rendu à quatre rassemblements des Premières Nations :

- l'assemblée générale annuelle de l'APN à Montréal (juillet 2024),
- la conférence nationale d'AFOA Canada 2024 à Winnipeg (mars 2024),
- le salon des carrières de la coalition autochtone d'Ottawa (octobre 2024), et
- l'Assemblée extraordinaire des chefs de l'APN à Ottawa (décembre 2024).



### Audit des communications externes

En 2024, l'unité des Communications a fait appel à un cabinet de conseil des Premières Nations pour réaliser un audit de ses activités de communication externe dans le but d'évaluer ses points forts actuels et d'identifier les domaines de croissance pour les années à venir. L'initiative, qui s'est étalée sur plusieurs mois et comprenait une série d'entretiens, visait à s'assurer que l'unité des Communications du CGIPN dispose de la capacité nécessaire pour suivre la croissance interne rapide que l'organisation a connue depuis 2020.

À cette fin, l'audit a comporté la toute première enquête interne auprès du personnel du CGIPN, un exercice d'écoute conçu pour évaluer la compréhension qu'ont les employés de leur travail, à la fois de manière générale et plus spécifiquement en ce qui concerne la communication. L'enquête a révélé que le personnel a une compréhension et une appréciation approfondies de la vision et de la mission du CGIPN, et a fait des suggestions réfléchies pour développer et améliorer les efforts de communication externe.

### Application des connaissances

Créée en 2022, l'unité d'Application des connaissances du CGIPN est une reconnaissance de l'engagement continu du CGIPN à établir des liens avec les communautés des Premières Nations et à les soutenir. Sous la direction de l'agente d'application des connaissances, **Briana Linton**, l'unité Application des connaissances a fait progresser ce programme pour s'assurer que les données du CGIPN sont disponibles dans des formats culturellement appropriés et auxquels les gens peuvent s'identifier.

Au cours de l'exercice financier 2024–2025, l'unité des Communications du CGIPN a réalisé d'importantes avancées en matière d'application des connaissances, en lançant une demi-douzaine de publications, dont la trousse d'outils communautaire *Cannabis & Mental Wellness in First Nations*, qui a été lancée lors de l'assemblée générale annuelle de l'APN à Montréal en juillet.

En août 2024, Briana a été invitée à présenter lors de Data Driven 2024, un événement d'une journée au Humber Story Lab de Toronto qui présentait les meilleurs journalistes, développeurs et défenseurs des données ouvertes du Canada et du monde entier.

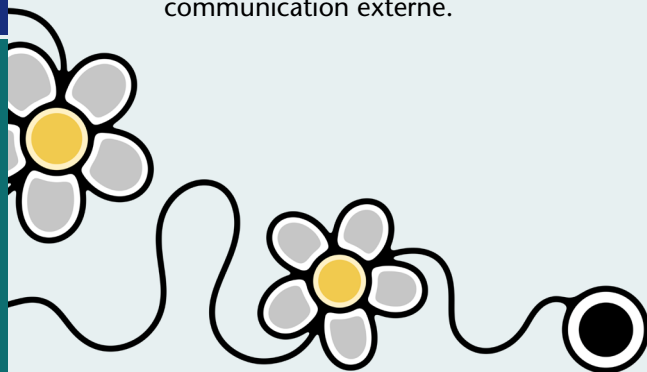
Au cours de ce voyage, l'équipe des Communications a rencontré des membres clés de l'Institut Yellowhead pour discuter de leurs efforts d'AC sur les médias numériques et sociaux et partager leurs connaissances.

En octobre 2024, Briana a participé avec Alana Roscoe au Sommet national sur le mieux-être mental des autochtones organisé par Services aux Autochtones Canada, où elle a coprésenté *la trousse d'outils communautaire Cannabis & Mental Wellness in First Nations*. Elle a également fait part de ce travail lors de la réunion d'hiver 2025 du réseau pour le partage de l'information et de la recherche autochtones.

### Outil de données en ligne du CGIPN

Lancé en 2023, le nouvel Outil de données en ligne du CGIPN offre une expérience utilisateur améliorée, des visualisations avancées et davantage de formats téléchargeables et d'options de visualisation.

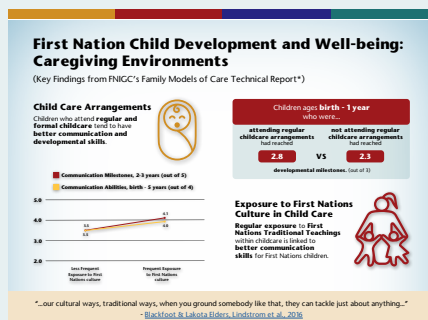
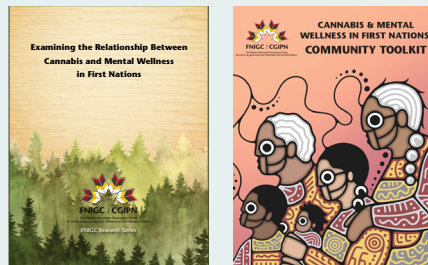
Au cours de l'exercice écoulé, la communication s'est concentrée sur l'ajout de nouvelles données à l'Outil de données en ligne du CGIPN, qui compte désormais plus de 500 tableaux et graphiques. Les téléchargements récents comprennent des données du projet de recherche sur le cannabis et le bien-être mental chez les Premières Nations et de la trousse d'outils communautaire, ainsi que le document *Un profil du vieillissement fondé sur les forces des Premières Nations vivant dans la communauté*. Son regain de popularité s'est traduit par son apparition, pour la première fois, dans la liste des 10 pages les plus visitées en 2024–2025.



### Publications

L'unité d'AC a également collaboré tout au long de l'exercice avec d'autres unités du CGIPN pour veiller à ce que les futures publications soient facilement accessibles et pertinentes pour les communautés des Premières Nations. Parmi ces publications, on peut citer :

- Guide de discussion sur les biobanques
- *Cannabis & Mental Wellness in First Nations: Community Toolkit*
- Fiches d'information sur les modèles familiaux de soins
- Quatre « Guides des Premières Nations » sur la législation gouvernementale relative à la souveraineté des données

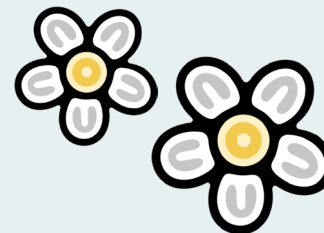


### Outil de traduction en français

La traduction de documents écrits, y compris les rapports, les publications, les brochures et le contenu du site Web du CGIPN, est une responsabilité des services corporatifs, qui est gérée et supervisée par l'unité des Communications. Au cours des dernières années, le CGIPN a constaté une nette augmentation de la demande de traduction au sein de l'organisation, le nombre total de mots traduits chaque année ayant plus que doublé depuis 2022.

Afin de répondre à la demande, le CGIPN a dévoilé en mars 2025 un nouvel outil de traduction automatique qui permet d'améliorer la gestion et le suivi des demandes internes. Créé en collaboration avec l'équipe GI-TI, cet outil remplace l'ancien système basé sur Outlook par un nouvel outil basé sur SharePoint qui permet aux employés de soumettre leurs demandes directement à l'équipe des Communications.

Une fois qu'un travail est soumis, le personnel des Communications l'examine, l'approuve et l'assigne à l'un de nos traducteurs externes, ce qui améliore l'efficacité.



## GESTION DE L'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Au cours de l'exercice 2024–2025, l'équipe de gestion de l'information (GI) et des technologies de l'information (TI) du CGIPN était composée de **Meghan Perry** (gestionnaire principale), **Wes McGraw** (analyste principal des TI), **John Martin** (analyste de la GI) et **Nicholas Hancin** (administrateur des TI). En octobre 2024, **Sophia Kirk**, étudiante d'été en 2023, est revenue dans l'équipe en tant qu'analyste subalterne de la GI à temps plein.

Pendant l'été 2024, l'équipe comprenait également deux étudiants salariés : **Shallon Pawlick-Potts** et **Tristan Whalen**.

### Gestion de l'information

En 2024–2025, le CGIPN a progressé dans la gestion et la gouvernance de ses fonds d'information. L'équipe a continué à se concentrer sur l'amélioration de la sécurité, de l'accessibilité et de l'efficacité opérationnelle. Le développement et le déploiement progressif de SharePoint 3.0 ont constitué une entreprise majeure au cours de l'exercice. Ce système actualisé permet au personnel de trouver et d'utiliser plus facilement les informations, renforce les contrôles d'accès et soutient mieux le travail quotidien du CGIPN.

En complément de ce travail, le CGIPN a commencé à développer une plateforme intranet centrale. Conçu comme un espace de travail numérique sécurisé et intégré, l'intranet améliorera la communication interne, simplifiera l'accès aux ressources de l'organisation et favorisera la collaboration entre les départements et les équipes.

Une autre priorité clé en 2024–2025 était la conception et la mise en œuvre d'un processus complet de gestion des documents physiques et électroniques. Ce travail permet de s'assurer que les documents sont organisés, conservés pendant la durée appropriée, et éliminés conformément aux exigences légales, opérationnelles et de responsabilité.

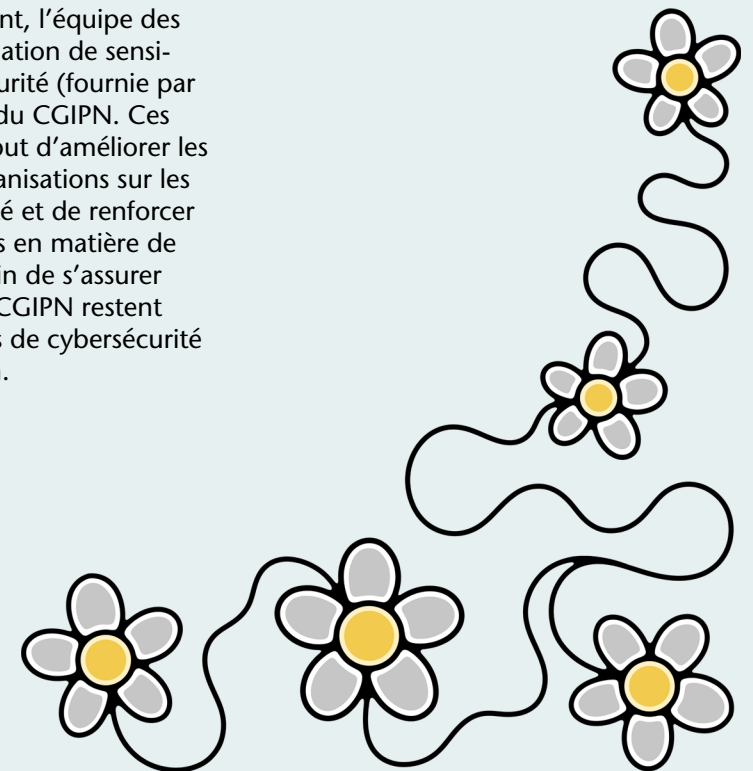
L'équipe de GI a clôturé sa deuxième semaine annuelle de **sensibilisation à la gestion de l'information et à la cybersécurité** destinée à l'ensemble du personnel. L'équipe a fourni un contenu quotidien sur la cybersécurité et l'hameçonnage, la sensibilisation à la gestion de l'information, la gestion et la sécurité des logiciels, ainsi que des ressources en matière de GI-TI pour le personnel. Cette année, nous avons enregistré une forte participation du personnel, puisque plus de 40% de l'ensemble des membres du personnel ont participé au sondage de la Semaine de sensibilisation à la gestion de l'information et à la cybersécurité.

### Technologies de l'information

Au cours de l'exercice 2024–2025, l'équipe des technologies de l'information (TI) du CGIPN a continué à renforcer les outils et les systèmes qui soutiennent le travail quotidien de l'organisation. S'appuyant sur les améliorations passées, l'équipe a réussi à faire passer plusieurs fonctions essentielles de soutien informatique d'un prestataire de services externe à une gestion interne. Cette évolution a permis de mieux contrôler la mise en œuvre des protocoles de gestion et de sécurité de l'information du CGIPN.

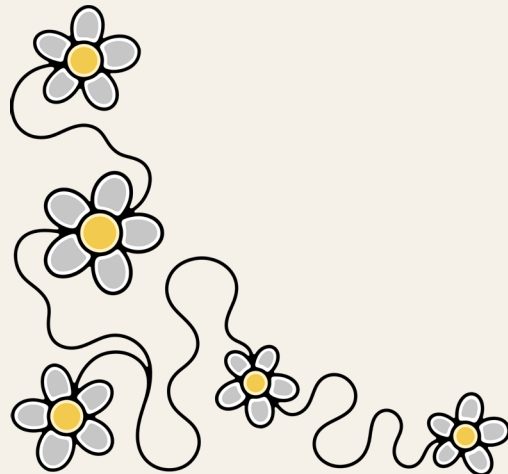
Conformément à son engagement de maintenir un environnement technologique sûr et résilient, l'équipe des TI a dispensé une formation de sensibilisation à la cybersécurité (fournie par NINJIO) au personnel du CGIPN. Ces sessions avaient pour but d'améliorer les connaissances des organisations sur les risques de cybersécurité et de renforcer les meilleures pratiques en matière de sécurité numérique, afin de s'assurer que les opérations du CGIPN restent conformes aux normes de cybersécurité en constante évolution.

L'équipe a procédé à un examen complet des outils et processus techniques actuels du CGIPN par rapport aux exigences existantes en matière de services d'intendance des données, conformément aux principes de PCAP. Ce projet a fourni un modèle de maturité pour la gestion des données afin d'entamer des conversations significatives sur la manière de répondre au mieux aux besoins actuels du programme et de créer des solutions évolutives pour s'adapter à la croissance du CGIPN.



En tant qu'organisation des Premières Nations, le CGIPN aborde son travail dans une perspective communautaire et nationale. Cet engagement, qui est à la base d'initiatives telles que le travail d'enquête nationale de longue date et influent du CGIPN et la Stratégie nationale de gouvernance des données des Premières Nations, s'étend également aux activités et actions quotidiennes du CGIPN.

Cette section du rapport annuel offre un résumé de l'impact social du travail du CGIPN au cours de l'exercice 2024–2025, qui comprend le programme d'étudiants d'été et l'administration de la bourse nationale d'études du CGIPN.



## PROGRAMME D'ÉTÉ POUR LES ÉTUDIANTS

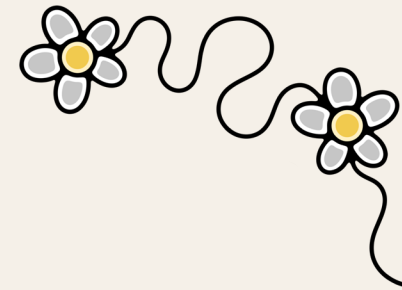
Le CGIPN estime que les apprenants des Premières Nations sont la clé de la réussite des générations futures. À ce titre, nous sommes fiers d'avoir fourni un emploi d'été à d'excellents étudiants des collèges et universités des Premières Nations au cours des cinq dernières années.

Depuis 2019, le CGIPN a obtenu un financement pour aider à soutenir l'embauche d'étudiants d'été de niveau postsecondaire. Ces étudiants sont employés dans les différentes directions de l'organisation, où ils bénéficient d'un mentorat et d'une précieuse expérience sur le terrain. En 2024, le CGIPN a recruté quatre étudiants d'été qui ont travaillé au sein de l'organisation entre mai et août :

- **Tristan Whalen** (étudiant en gestion de l'information, GI-TI),
- **Blakely Thompson** (assistant de programme, Éducation et formation),
- **Asher Willier** (étudiant en recherche, Recherche et information),
- **Shallon Pawlick-Potts** (étudiant en technologie de l'information, GI-TI).

Le soutien du CGIPN aux étudiants des Premières Nations va au-delà des mois d'été, puisque plusieurs d'entre eux sont passés d'un emploi saisonnier à un emploi à temps plein. Cette liste d'étudiants s'allonge chaque année, et nous sommes fiers d'accueillir la prochaine génération de défenseurs de la souveraineté des données au sein de l'organisation. Cette liste comprend à ce jour :

- **Briana Linton** (agente d'application des connaissances, Communications)
- **Olivia Craggs** (analyste subalterne de recherche, Équipe nationale de champions des données)
- **Kota Jade** (analyste subalterne de gestion des connaissances, Recherche et information)
- **Sophia Kirk** (analyste subalterne de gestion de l'information, GI-TI)
- **Joel Jocko** (agent subalterne de recherche, Recherche et information)

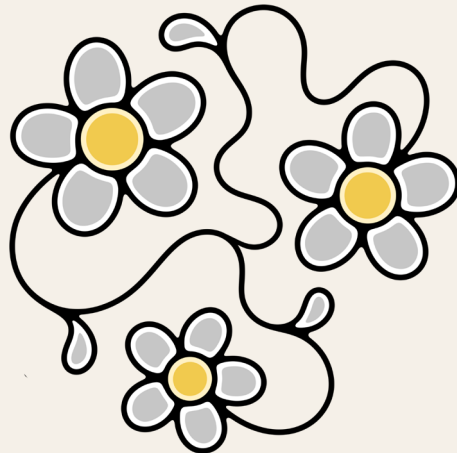


## BOURSE NATIONALE D'ÉTUDES DU CGIPN

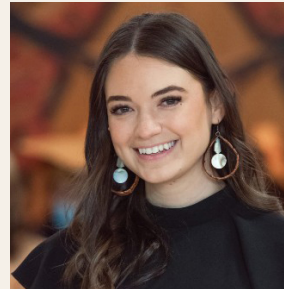
Créée en 2011, la Bourse d'études nationale du CGIPN est remise chaque année à des étudiants extraordinaires des Premières Nations inscrits dans un collège ou une université et étudiant dans des domaines liés à l'avancement de la souveraineté des données des Premières Nations.

La bourse est gérée par l'unité d'Éducation et de formation du CGIPN, et les lauréats sont choisis après examen des candidatures par un comité établi par le conseil d'administration du CGIPN.

Les lauréats de la 14e bourse annuelle du CGIPN sont **Jorden Hendry**, **April Quill**, **Damien Rodriguez**, et **Palmer Spence**. Chacun d'entre eux a reçu 2 500 dollars et une inscription gratuite au cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP du CGIPN.



## Voici les lauréats de la bourse 2024



### Jorden Hendry

Jorden Hendry (elle) est Tsimshian/settler et membre de la bande Lax Kw'alaams. Elle se consacre à la promotion des droits et de la santé des peuples autochtones en s'efforçant activement de démanteler le racisme propre aux Autochtones dans le domaine de la santé publique.

Jorden est titulaire d'un baccalauréat en sciences (BSc) et d'une maîtrise en santé publique de l'University of British Columbia, où elle termine actuellement son doctorat en philosophie (PhD) qui examine la transformation du système de santé, en se concentrant sur les structures coloniales et leur rôle dans la perpétuation du racisme et des inégalités en matière de santé. Son travail universitaire se caractérise par une volonté d'intégrer la lutte contre le racisme et les modes de connaissance autochtones à de multiples niveaux de gouvernance dans les systèmes d'éducation et de santé.



### April Quill

April Quill est une femme crie des marais de la Nation Cree Sapotaweyak qui a des liens avec la Première Nation Wuskwi Sipiik au Manitoba. Actuellement étudiante en quatrième année de statistique avec une mineure en mathématiques à l'Université du Manitoba, April a été tutrice pour divers cours de statistique et a également été assistante d'enseignement. Elle est également tutrice en mathématiques pour les étudiants du secondaire autochtones et fait du bénévolat pour Math Mania, où elle fait participer les enfants de l'école primaire à des énigmes mathématiques amusantes.

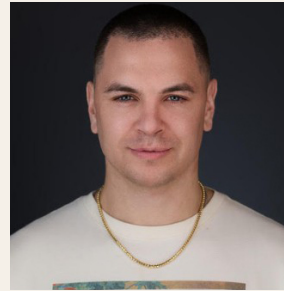
Au-delà des mathématiques, April est très impliquée dans sa communauté et sert de mentor pour le Neechiwaken Peer Mentor Program et de directrice des finances pour l'Association des étudiants autochtones de l'Université du Manitoba. Ses contributions lui ont



valu plusieurs récompenses, dont le Nellie McClung Trailblazer Award en 2023 et le Manitoba Indigenous Youth Achievement Award dans la catégorie Academic Senior en 2022.

April est actuellement assistante de recherche pour la Dre Jennifer Protudjer au Children's Hospital Research Institute of Manitoba, où elle applique ses compétences statistiques aux études sur les allergies chez les enfants. Elle a également reçu la bourse de recherche autochtone (2025) du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et passera l'été 2025 à développer de nouvelles méthodes statistiques dans le domaine de la recherche.

Ses aspirations futures comprennent la poursuite et l'obtention d'une maîtrise en biostatistique et l'exploration de la souveraineté des données dans la santé autochtone en utilisant les statistiques pour promouvoir l'autodétermination et améliorer les résultats en matière de santé.



### **Damien Rodriguez**

amien Rodriguez est un fier membre de la Première Nation Moose Cree et un survivant intergénérationnel des pensionnats indiens. Il poursuit des études de baccalauréat en arts à l'université Dalhousie avec le soutien de la bourse de la Fondation des générations à venir. Père célibataire et défenseur passionné de la justice sociale, Damien s'efforce de devenir un travailleur social au service des communautés autochtones.

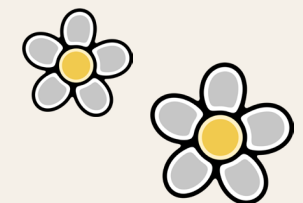
Ayant grandi en Nouvelle-Écosse, Damien a été témoin d'injustices systémiques qui ont alimenté sa volonté de créer un changement significatif. À Dalhousie, il participe activement à des programmes et des ateliers de leadership qui renforcent ses compétences

en matière de plaidoyer, d'engagement communautaire et de résilience culturelle. Il est également bénévole auprès du Native Council of Nova Scotia et du Tribal Boxing Club à Dartmouth (Nouvelle-Écosse), où il offre des services de mentorat et des ressources aux jeunes autochtones.

En conciliant son rôle de parent, son travail à temps partiel et ses études à temps plein, Damien est confronté à de nombreux obstacles qui l'empêchent de se concentrer pleinement sur son éducation. Grâce au soutien de la Fondation des générations à venir, il a surmonté les difficultés financières et poursuit son chemin vers l'autonomisation des familles par le biais d'un travail social adapté d'un point de vue culturel. Le parcours de Damien témoigne d'une force, d'un objectif et d'un engagement profond pour l'avenir de sa communauté.

LinkedIn : <https://www.linkedin.com/in/damien-rodriguez-1033a922a/>

Instagram : @jaerodriguez902



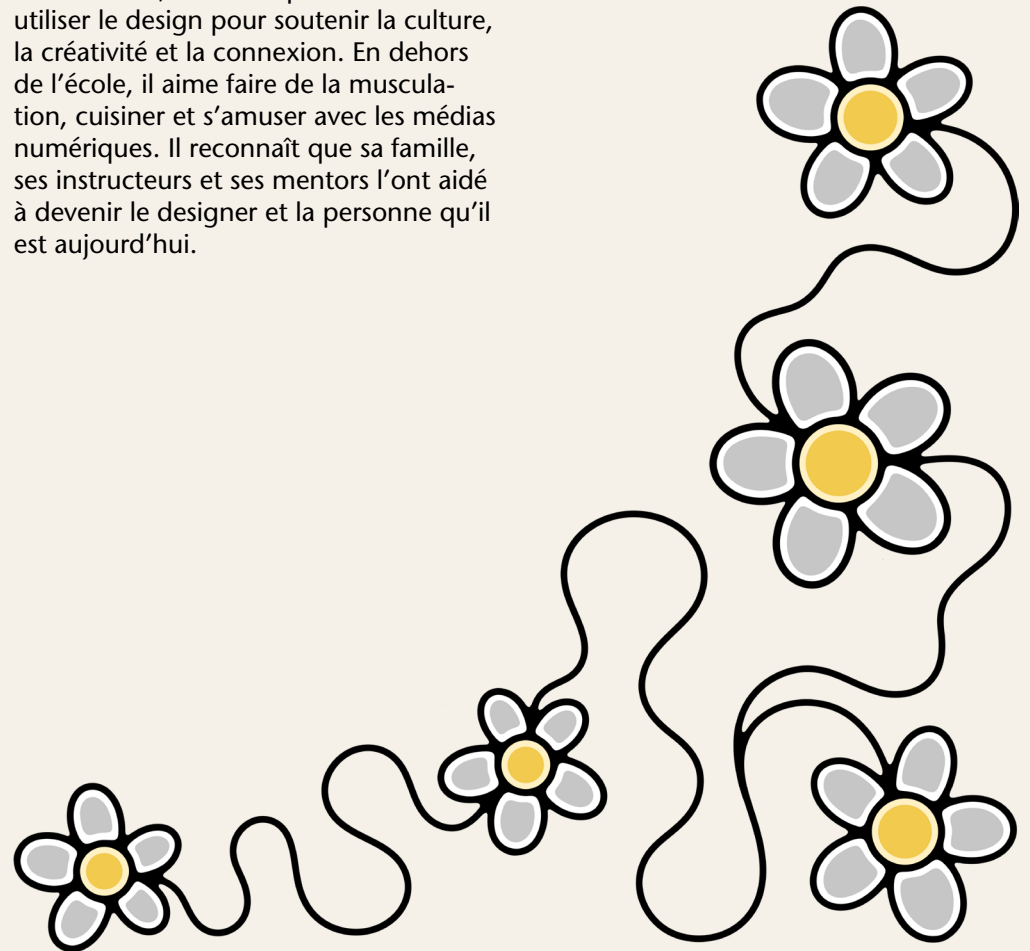


### Palmer Spence

Palmer Spence est un étudiant cri de la Saskatchewan et un récent diplômé du programme de conception et de technologie interactives de l'école polytechnique de la Saskatchewan.

Il a grandi dans une famille créative et a toujours été attiré par la narration, la conception visuelle et la construction d'objets qui font la différence. Sa communauté d'origine, la Nation crie d'Opaskwayak, et ses antécédents culturels ont une forte influence sur son travail, notamment sur son projet de fin d'études qui vise à concevoir une appli d'apprentissage des langues pour aider les jeunes enfants à s'intéresser aux langues autochtones de manière ludique et significative.

Palmer est passionné par l'expérience utilisateur (UX), l'accessibilité et la conception inclusive. Il a maintenu une moyenne générale qui le place dans le quatrième centile supérieur de sa classe, a pris la parole lors d'événements scolaires pour soutenir et encourager d'autres étudiants indigènes, et s'efforce d'être un modèle autochtone positif par son travail académique et créatif. Pour l'avenir, Palmer espère continuer à utiliser le design pour soutenir la culture, la créativité et la connexion. En dehors de l'école, il aime faire de la musculation, cuisiner et s'amuser avec les médias numériques. Il reconnaît que sa famille, ses instructeurs et ses mentors l'ont aidé à devenir le designer et la personne qu'il est aujourd'hui.



## CONSEIL D'ADMINISTRATION

(à la date de publication)

**Leona Star**, présidente (Manitoba)

**Gwen Phillips**, secrétaire  
(Colombie-Britannique)

**Martin Paul**, trésorier (Saskatchewan)

**Robin Thompson** (Nouvelle-Écosse et  
Terre-Neuve)

**Jayla Rousseau-Thomas** (Yukon)

**Lea Bill** (Alberta)

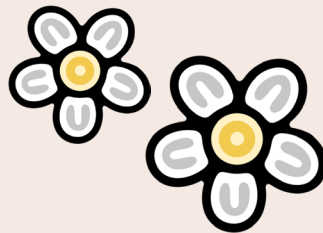
**Zachary Smith** (Ontario)

**Nancy Gros-Louis McHugh** (Québec et  
Labrador)

**Peter Birney** (Nouveau-Brunswick et  
Î.-P.-É.)

**Fibbie Tatti** (Territoires du Nord-Ouest)

**Vacant** (Assemblée des  
Premières Nations)



## ORGANISATIONS MEMBRES

Régional (vote) :

**Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve** : Union des Mi'Kmaq de la  
Nouvelle-Écosse

**Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard** : First Nations Education  
Initiative Incorporated

**Québec et Labrador** : Commission  
de la santé et des services sociaux des  
Premières Nations du Québec et du  
Labrador

**Ontario** : Chiefs of Ontario

**Manitoba** : First Nations Health  
and Social Secretariat of Manitoba  
(Nanaandawewigamig)

**Saskatchewan** : Federation of Sovereign  
Indigenous Nations

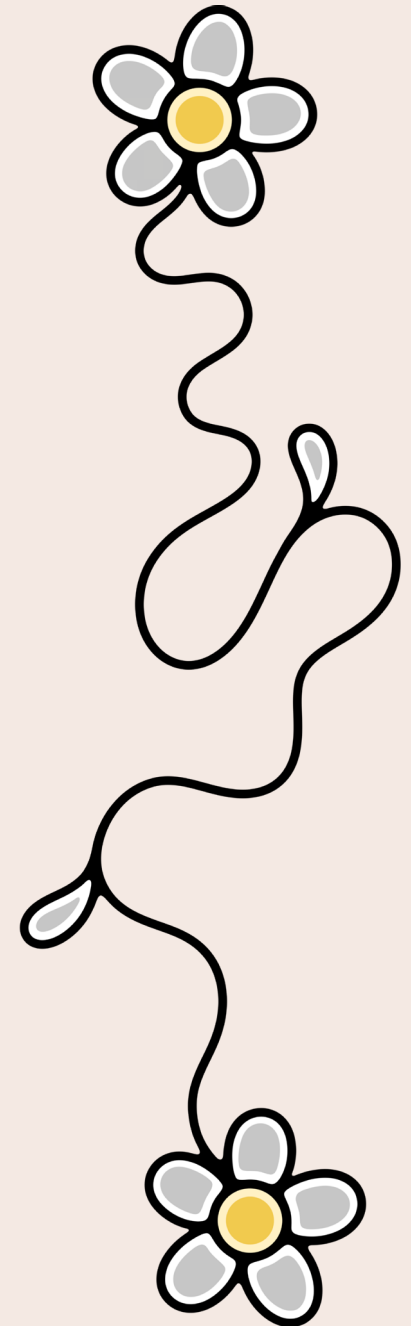
**Alberta** : Alberta First Nations  
Information Governance Centre

**Colombie-Britannique** : First Nations  
Health Council, Union of British  
Columbia Indian Chiefs, Sommet des  
Premières Nations, British Columbia  
Assembly of First Nations

**Territoires du Nord-Ouest** : Nation  
dénée

**Yukon** : Council of Yukon First Nations

**Assemblée des Premières Nations  
(sans droit de vote)**



## PERSONNEL DU CGIPN

(à la date de publication)

### Bureau exécutif

**Jonathan Dewar**, directeur général

**Tania Budgell**, responsable de la gouvernance d'entreprise

**Elissa Roulette**, adjointe à la direction

**Pam Verch**, administratrice de bureau

### Services corporatifs

**Bonnie Sowiak**, directrice des Finances et des services corporatifs

### Finances

**Tania Dube**, gestionnaire principale

**Shilpa Darji**, coordonnatrice financière

**Kiley Shade**, responsable de la paie

**Atinder Vaid**, analyste financier d'entreprise

### Communications

**Brad Mackay**, gestionnaire principale

**Will Lafrance**, agent de communication

**Briana Linton**, responsable de l'application des connaissances

**Jubei Quesnelle**, étudiant d'été, assistant en communication

### Gestion de l'information/ Technologies de l'information

**Meghan Perry**, gestionnaire principale

**Nicholas Hancin**, administrateur informatique

**John Martin**, analyste de la gestion de l'information

**Wes McGraw**, analyste principal en informatique

**Sophia Kirk**, analyste subalterne en gestion de l'information

### Éducation et formation

**Kristine Neglia**, gestionnaire principale

**Scott Bender**, coordonnateur de l'éducation

**Eva Keeshig**, agente de programme, Éducation et bourses d'études

**Leslie MacGregor**, agente principale de l'éducation

**Erin Dokis**, agente de l'éducation, de la formation et du développement

**Brooke Heath**, coordonnatrice des services d'apprentissage

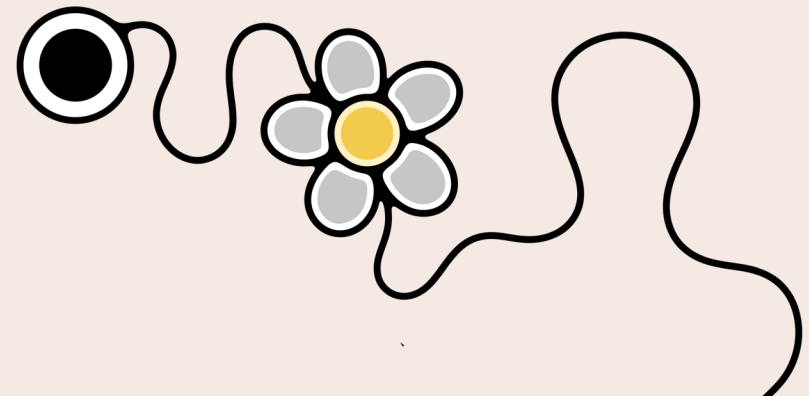
**Emma Logan**, étudiante d'été

### Ressources humaines

**Leanne Hunter**, gestionnaire principale

**Lainey Blood**, agente des ressources humaines

**Tabitha Boucher**, adjointe administrative





### Coordination de l'enquête nationale

**Erin Corston**, directrice et responsable de la direction, équipe nationale de champions des données

**Olivia Craggs**, analyste de recherche

**Gonzague Guéranger**, responsable de la mise en œuvre, équipe nationale de champions des données

**Donna Lyons**, gestionnaire du développement des capacités en matière de données

**Victoria Marchbank**, gestionnaire de projets spéciaux

**Ember Sarazin**, coordonnatrice de projet, coordination de la stratégie nationale

### Recherche et information

**Albert Armieri**, directeur principal, recherche et information, planification et rapports

**James Allen**, analyste principal de la recherche

**Kayla Boileau**, agente principale, Recherche et mobilisation

**Katrina Brant**, coordonnatrice de programme

**Lyndsy Gracie**, agente de programme

**Kota Jade**, analyste en gestion des connaissances

**Xuejing Jiang**, analyste de données statistiques

**Joel Jocko**, agent de recherche, Initiatives d'enquêtes

**Kyla Marcoux**, conseillère stratégique principale

**Claudia Meness**, gestionnaire de programme

**Gabrielle Nash**, étudiante d'été, Enquêtes

**Drew Pihlanen**, gestionnaire de programme, Centre de données des Premières Nations

**Xinyu Qiao**, analyste principal des données statistiques

**Alana Roscoe**, gestionnaire, gestion des connaissances

**Maria Santos**, gestionnaire principale, Initiatives de données sur la santé publique et Centre de données des Premières Nations

**Mallory Solomon**, chercheuse étudiante

**Nicolas Spagnolo**, analyste de données statistiques

**Micere Thuku**, analyste principale de la recherche

**Dan Truchon**, responsable des finances du programme, planification et rapports

**Katie Wood**, gestionnaire principale, Initiatives d'enquête

### Collectif de recherche sur la souveraineté des données

**Aaron Franks**, responsable de la recherche

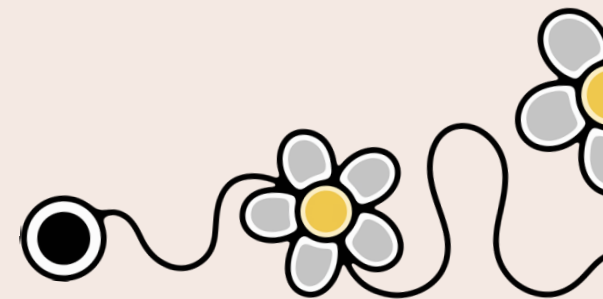
**Sadia Khan**, agente de recherche qualitative

**Savannah LaBelle**, coordonnatrice principale, Programmes de recherche

**Julie McIntosh**, agente de mobilisation des connaissances

**Carrie Skead**, agente de programme

**Skylee-Storm Hogan-Stacey**, agente de recherche principale, Études de données critiques



## INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the members of

### FIRST NATIONS INFORMATION GOVERNANCE CENTRE

#### *Opinion*

We have audited the financial statements of First Nations Information Governance Centre (the Organization), which comprise the statement of financial position as at March 31, 2025, and the statements of operations, changes in net assets, cash flows and the related schedules for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Organization as at March 31, 2025 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

#### *Basis for Opinion*

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Organization in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

#### *Other Matter*

The financial statements of the Organization for the year ended March 31, 2024 were audited by another auditor who expressed an unmodified opinion on those financial statements on September 4, 2024.

#### *Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements*

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Organization's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Organization or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Organization's financial reporting process.



## INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

### *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements*

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Organization's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Organization's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Organization to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

Welch LLP

Chartered Professional Accountants  
Licensed Public Accountants

Ottawa, Ontario  
August 13, 2025.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Welch LLP®





## STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

MARCH 31, 2025

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
<b><u>ASSETS</u></b>		
<b>CURRENT ASSETS</b>		
Cash	\$ 33,700,052	\$ 26,834,531
Term deposit (note 3)	703,634	656,453
Accounts receivable (note 4)	721,848	810,192
Prepaid expenses	<u>112,947</u>	<u>123,637</u>
	35,238,481	28,424,813
<b>TANGIBLE CAPITAL ASSETS</b> (note 5)	<u>87,510</u>	<u>70,145</u>
	<b><u>\$ 35,325,991</u></b>	<b><u>\$ 28,494,958</u></b>
<b><u>LIABILITIES AND NET ASSETS</u></b>		
<b>CURRENT LIABILITIES</b>		
Accounts payable and accrued liabilities (note 6)	\$ 632,818	\$ 740,540
Deferred contributions (note 7)	<u>31,667,420</u>	<u>26,010,030</u>
	32,300,238	26,750,570
<b>DEFERRED LEASE INDUCEMENT</b>	<u>14,328</u>	<u>23,211</u>
	<u>32,314,566</u>	<u>26,773,781</u>
<b>NET ASSETS</b>		
Internally restricted (note 8)	625,683	625,683
Unrestricted	<u>2,385,742</u>	<u>1,095,494</u>
	<u>3,011,425</u>	<u>1,721,177</u>
	<b><u>\$ 35,325,991</u></b>	<b><u>\$ 28,494,958</u></b>

Approved on behalf of the Board of Directors:

  
..... Director

  
..... Director



**STATEMENT OF OPERATIONS**YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
<b>Revenue</b>		
Government funding		
Indigenous Services Canada (note 9)	\$ 29,938,579	\$ 29,561,538
Canadian Institutes of Health Research	292,167	87,320
Social Sciences and Humanities Research Council	8,685	41,315
Health Canada	-	546,007
Standards Council of Canada	-	137,151
OCAP® Training	1,973,123	1,439,728
Interest	1,372,934	1,278,894
Digital Research Alliance of Canada	479,833	-
First Nations Data Centre	41,419	54,743
University of Northern British Columbia	14,824	59,169
Other revenue	10,484	75,118
Genome Canada	6,693	3,274
Mental Health Commission of Canada	-	4,087
	<u>34,138,741</u>	<u>33,288,344</u>
<b>Expenses</b>		
Regional service delivery	24,793,275	24,373,684
Salaries and benefits	5,877,744	5,169,651
Professional fees	706,606	989,394
Travel and meetings	512,457	754,892
Rent and occupancy costs	266,876	228,125
Telecommunications and technical support	230,089	365,848
Software and licensing	181,836	118,438
Communications and printing	73,587	113,039
Bank charges	50,120	46,327
Office supplies, postage and courier	46,664	74,425
Translation and interpretation	43,164	40,994
Equipment purchases and maintenance	25,368	35,770
Amortization of tangible capital assets	23,857	10,022
Insurance	16,850	17,231
	<u>32,848,493</u>	<u>32,337,840</u>
<b>Excess of revenue over expenses</b>	<u>\$ 1,290,248</u>	<u>\$ 950,504</u>



**STATEMENT  
OF CHANGES  
IN NET ASSETS**

YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

	<u>Internally restricted</u>	<u>Unrestricted</u>	<u>2025 Total</u>	<u>2024 Total</u>
Net assets, beginning of year	\$ 625,683	\$ 1,095,494	\$ 1,721,177	\$ 770,673
Excess of revenue over expenses	<u>-</u>	<u>1,290,248</u>	<u>1,290,248</u>	<u>950,504</u>
Net assets, end of year	<u>\$ 625,683</u>	<u>\$ 2,385,742</u>	<u>\$ 3,011,425</u>	<u>\$ 1,721,177</u>



## STATEMENT OF CASH FLOWS

YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
<b>CASH FLOWS FROM (USED IN)</b>		
<b>OPERATING ACTIVITIES</b>		
Excess of revenue over expenses	\$ 1,290,248	\$ 950,504
Adjustments for:		
Amortization of tangible capital assets	23,857	10,022
Deferred lease inducement	(8,883)	(8,883)
Loss on disposal of tangible capital assets	-	4,239
	<u>1,305,222</u>	<u>955,882</u>
Changes in working capital accounts:		
Accounts receivable	88,344	(171,307)
Prepaid expenses	10,690	(16,905)
Accounts payable and accrued liabilities	(107,722)	(1,020,120)
Deferred contributions	<u>5,657,390</u>	<u>2,384,305</u>
	<u>6,953,924</u>	<u>2,131,855</u>
<b>INVESTING ACTIVITIES</b>		
Purchase of tangible capital assets	(41,222)	(35,533)
Purchase of term deposits	(696,351)	(656,453)
Redemption of term deposits	<u>649,170</u>	<u>639,051</u>
	<u>(88,403)</u>	<u>(52,935)</u>
<b>INCREASE IN CASH</b>	6,865,521	2,078,920
<b>CASH AT BEGINNING OF YEAR</b>	<u>26,834,531</u>	<u>24,755,611</u>
<b>CASH AT END OF YEAR</b>	<u>\$ 33,700,052</u>	<u>\$ 26,834,531</u>



## NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

### 1. NATURE OF OPERATIONS

The First Nations Information Governance Centre (the “Organization”) is a not-for-profit organization incorporated without share capital under the Canada Not-for-profit Corporations Act. The mandate of the Organization is to provide credible and relevant information on First Nations using the highest standards of data research practices, while respecting the rights of First Nations' self determination for research and information management.

The Organization receives funding under various agreements with the Government of Canada and other contributors, which it distributes to its members across Canada and to other organizations that carry out the projects intended to fulfil this mandate. The Organization is exempt from income taxes under paragraph 149(1)(l) of the Income Tax Act.

### 2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

#### *Basis of accounting*

These financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

#### *Revenue recognition*

The Organization follows the deferral method of accounting for contributions. Restricted contributions, including government funding and other grants, are recognized as revenue in the year in which the related expenses are incurred. Unrestricted contributions are recognized as revenue when received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

OCAP® Training revenue is recognized upon registration for the online course or completion of the related presentation.

First Nations Data Centre revenues are recognized when the data product is transferred to the purchaser.

Other revenue, including interest income and all other revenue amounts are recognized as revenue when earned.

#### *Contributed services*

Volunteers contribute numerous hours per year to assist the Organization in carrying out its service delivery activities. Because of the difficulty of determining their fair value, contributed services are not recognized in the financial statements.



## NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

### *Allocation of expenses*

In the program schedules, the Organization allocates administrative expenses from the general and administration operations to programs based upon allowable amounts in the program funding agreements.

### *Employee future benefits*

The Organization's employee future benefit program consists of a defined contribution pension plan. Employer contributions towards the plan in the year totalled \$333,878 (2024 - \$298,860).

### *Financial instruments*

The Organization financial instruments consist of cash, term deposits, accounts receivable, accounts payable and accrued liabilities.

The Organization initially measures its financial assets and liabilities at fair value at the date of the statement of financial position and subsequently measures cash at fair value and all other financial assets and financial liabilities at amortized cost at the date of the statement of financial position.

Transaction costs associated with items measured at fair value at the financial statement date are expensed as incurred.

### *Impairment*

The Organization assesses impairment of all its financial assets measured at cost or amortized cost. Management considers whether the issuer is having significant financial difficulty; whether there has been a breach in contract, such as a default or delinquency in interest or principal payments in determining whether objective evidence of impairment exists. When there is an indication of impairment, the Organization determines whether it has resulted in a significant adverse change in the expected timing or amount of future cash flows during the year.

The Organization reduces the carrying amount of any impaired financial assets to the highest of: the present value of cash flows expected to be generated by holding the assets; the amount that could be realized by selling the assets at the statement of financial position date; and the amount expected to be realized by exercising any rights to collateral held against those assets.

Any impairment, which is not considered temporary, is included in current year excess of revenue over expenses.

The Organization reverses impairment losses on financial assets when there is a decrease in impairment and the decrease can be objectively related to an event occurring after the impairment loss was recognized. The amount of the reversal is recognized in excess of revenue over expenses in the year the reversal occurs.



## NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

### *Cash and cash equivalents*

Cash and cash equivalents include balances with banks and short-term investments with maturities of three months or less.

### *Tangible capital assets*

Tangible capital assets are recorded at cost less accumulated amortization. Contributed tangible capital assets are recorded at fair value at the date of contribution plus all costs directly attributable to the acquisition.

Amortization is provided at rates intended to amortize the cost of assets over their estimated useful lives.

Computer equipment	- 30% declining balance
Computer software	- 50% declining balance
Furniture and equipment	- 20% declining balance
Leasehold improvements	- straight-line over the term of the lease

### *Use of estimates*

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements, and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period.

Management makes accounting estimates in determining the collectability of accounts receivable, in establishing the useful life of tangible capital assets, in the estimation of accrued liabilities and in the interpretation of funding agreements and other criteria established in agreement with the related funding agency for the deferral of contributions.

By their nature, these judgments are subject to measurement uncertainty, and the effect on the financial statements of changes in such estimates and assumptions in future years could be significant. These estimates and assumptions are reviewed periodically and adjustments are made to income as appropriate in the year they become known.



## NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

### 3. TERM DEPOSIT

The term deposit earns interest at 3.47% (2024 - 5.30%) and matures in June 2025 (2024 - May 2024).

### 4. ACCOUNTS RECEIVABLE

Accounts receivable consists of the following:

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Registrations receivable	\$ 387,478	\$ 421,611
Grants receivable	136,228	178,603
Government remittances receivable	4,019	125,363
Other receivables	<u>194,123</u>	<u>84,615</u>
	<u>\$ 721,848</u>	<u>\$ 810,192</u>

### 5. TANGIBLE CAPITAL ASSETS

Tangible capital assets consists of the following:

	<u>2025</u>		<u>2024</u>	
	<u>Cost</u>	<u>Accumulated amortization</u>	<u>Net book value</u>	<u>Net book value</u>
Computer equipment	\$ 286,056	\$ 234,394	\$ 51,662	\$ 35,534
Furniture and equipment	60,215	32,041	28,174	23,967
Leasehold improvements	30,447	22,773	7,674	10,644
Computer software	<u>8,379</u>	<u>8,379</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>\$ 385,097</u>	<u>\$ 297,587</u>	<u>\$ 87,510</u>	<u>\$ 70,145</u>



## NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

### 6. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUED LIABILITIES

Accounts payable and accrued liabilities consists of the following:

	2025	2024
Trade payables	\$ 250,984	\$ 393,607
Grants repayable to funding agencies	17,648	100,081
Accrued expenses	95,469	91,362
Accrued wages	190,261	89,512
Quebec sales tax payable	<u>78,456</u>	<u>65,978</u>
	<u>\$ 632,818</u>	<u>\$ 740,540</u>

### 7. DEFERRED CONTRIBUTIONS

Deferred contributions consist of unspent contributions externally restricted for the delivery of certain programs. Recognition of these amounts as revenue is deferred to periods when the specified expenditures are made. Changes in the deferred contribution balance are as follows:

	2025				2024	
	Balance, beginning of year	Amounts received during the year	Amounts recognized as revenue in the year	Excess contributions repaid or repayable	Balance, end of year	
COVID-19/Safe Restart (ISC)	\$ 6,452,403	\$ -	\$ (1,914,179)	\$ -	\$ 4,538,224	\$ 6,452,403
FNDGS Phase 1 (ISC)	12,072,271	20,748,113	(16,313,071)	-	16,507,313	12,072,271
FNRHS (ISC)	2,040,152	4,898,575	(5,483,378)	-	1,455,349	2,040,152
FNRSS (ISC)	2,962,147	5,000,000	(3,864,466)	-	4,097,681	2,962,147
Health Systems Capacity	932,637	1,918,122	(1,714,054)	-	1,136,705	932,637
Mental Wellness (ISC)	116,011	-	(45,798)	-	70,213	116,011
Mental Wellness Surveys (ISC)	398,008	-	(118,509)	-	279,499	398,008
FNDGS Bridge (ISC)	99,602	-	(99,602)	-	-	99,602
SPP (ISC)	39,996	-	(19,283)	-	20,713	39,996
FNIYES (ISC)	9,617	58,814	(66,806)	-	1,625	9,617
MMIWG (ISC)	(15,124)	156,800	(141,676)	-	-	(15,124)
Facilitating Community						
Conversations (ISC)	-	250,000	(157,758)	-	92,242	-
Longitudinal Survey (ISC)	-	2,500,000	-	-	2,500,000	-
Canadian Institute of Health	276,106	250,000	(292,167)	-	233,939	276,106
Other funding	<u>626,204</u>	<u>989,176</u>	<u>(881,463)</u>	<u>-</u>	<u>733,917</u>	<u>626,204</u>
Balance, end of year	<u>\$ 26,010,030</u>	<u>\$ 36,769,600</u>	<u>\$ (31,112,210)</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 31,667,420</u>	<u>\$ 26,010,030</u>



## NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

### 8. RESTRICTIONS ON NET ASSETS

#### *Internally restricted net assets*

The Organization's Board of Directors has internally restricted \$625,683 (2024 - \$625,683) of unrestricted net assets to be held as a contingency fund. These internally restricted amounts are not available for other purposes without approval of the Board of Directors.

### 9. DEPARTMENT OF INDIGENOUS SERVICES CANADA FUNDING RECONCILIATION

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Department of Indigenous Services Canada funding per confirmation	\$ 35,206,273	\$ 31,432,572
Funds not received or utilized in the year	-	(324,150)
Prior year funds received in the year	324,150	490,560
Deferred contributions - beginning of year	25,107,720	22,689,652
Recovery of unspent funds	-	(5,376)
Interest earned on COVID-19/ Safe Restart funding	-	386,000
Deferred contributions - end of year	<u>(30,699,564)</u>	<u>(25,107,720)</u>
	<u>\$ 29,938,579</u>	<u>\$ 29,561,538</u>

### 10. ECONOMIC DEPENDENCE

The Organization's primary source of revenue is government funding. The Organization receives 88% (2024 - 90%) of its revenues from Indigenous Services Canada and Health Canada. The Organization's ability to continue viable operations is dependent upon maintaining its compliance with the criteria within its funding agreements. As at the date of these financial statements the Organization believes that it is in compliance with the agreements.

### 11. CONTINGENCIES

Expenses incurred by members and other organizations may be subject to audit to ensure compliance with the underlying funding agreements of the Organization. Such audits may result in adjustments to amounts to which the Organization is entitled and therefore result in a portion of amounts recognized as revenue to be repaid to the funder. Management believes that the Organization has no material repayment obligation, if any, related to amounts distributed to recipient organizations.



## NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

### 12. FINANCIAL INSTRUMENTS

The Organization, as part of its operations, carries a number of financial instruments. It is management's opinion that the Organization is not exposed to significant interest, currency, credit, liquidity or other price risks arising from these financial instruments except as otherwise disclosed.

#### *Interest rate risk*

Interest rate risk is the risk that the fair value or future cash flows of a financial instrument will fluctuate because of changes in market interest rates. Fixed rate instruments subject the Organization to a fair value risk while variable rate instruments subject it to a cash flow risk. The Organization is exposed to this risk for its investments in term deposits. The risk associated with investments is reduced to a minimum since these assets are invested in large financial institutions and represent short-term maturities.

#### *Credit risk*

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will cause a financial loss for the other party by failing to discharge an obligation. The Organization's maximum exposure to credit risk represents the sum of the carrying value of its cash, term deposits and its accounts receivable. The Organization's cash and term deposits are held by a Canadian chartered bank and as a result management believes the risk of loss on these items to be minimal. The Organization assesses, on a continuous basis, trade receivables based on the nature of the related contributor or customer.

#### *Changes in risk*

There have been no significant changes to the Organization's risk exposures from the prior year.



## NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

YEAR ENDED  
MARCH 31, 2025

### 13. COMMITMENTS

The Organization has operating leases for its premises, expiring in May 2025 and May 2028. Future minimum lease payments over the remaining terms of its leases are as follows:

2026	\$ 285,364
2027	289,771
2028	179,333
2029	6,125

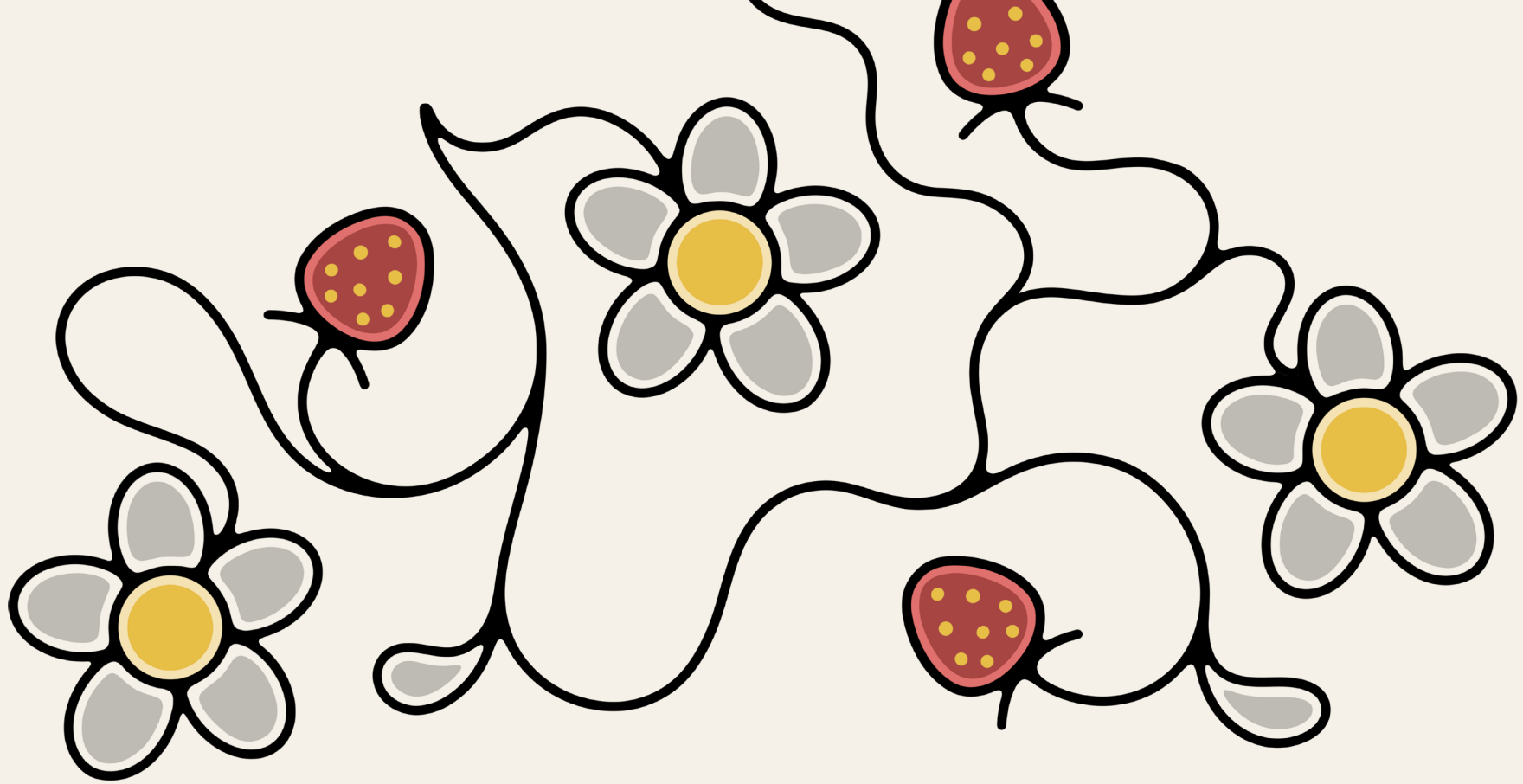
The Organization has also signed commitments for regional service delivery payments in future years as follows:

2026	\$ 8,866,378
2027	773,070
2028	356,520

### 14. COMPARATIVE FIGURES

Comparative figures were audited by another auditor and have been reclassified where necessary to conform to the presentation adopted in the current year.





**CGIPN | FNIGC**

Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations  
First Nations Information Governance Centre

Les illustrations de ce rapport ont été réalisées par Tsista Kennedy (alias Hotdog Water Art), une artiste Anishinaabe Onyota'a:aka originaire du sud de l'Ontario. Tsista Kennedy est une artiste talentueuse et reconnue dont le travail allie harmonieusement le traditionalisme autochtone et le modernisme, transmettant avec force des histoires et des récits culturels.